

LES PATRIOTES FLAMANDS ET LA CONSTRUCTION DE LA NATION

Bruno De Wever, Frans-Jos Verdoort, Antoon Vrints

CRISP | « Courier hebdomadaire du CRISP »

2016/31 n° 2316 | pages 5 à 38

ISSN 0008-9664

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2016-31-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour CRISP.

© CRISP. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Courrier hebdomadaire

n° 2316 • 2016

Les patriotes flamands et la construction de la nation

Bruno De Wever

Frans-Jos Verdoort

Antoon Vrints

CRISP

Courrier hebdomadaire

Rédacteur en chef : Cédric Istasse

Assistante éditoriale : Fanny Giltaire

Le *Courrier hebdomadaire* est soutenu par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il est également publié avec l'aide financière du Fonds de la recherche scientifique–FNRS.

Une version numérique du *Courrier hebdomadaire* est disponible en *pay per view* (au numéro) et en accès gratuit pour les abonnés sur le site portail de CAIRN (<http://www.cairn.info>).

Le numéro simple : 6,90 euros – le numéro double : 12,40 euros

Abonnement : 235,00 euros

Souscription, commandes et informations :

CRISP – Place Quetelet, 1A – 1210 Bruxelles

Tél : 32 (0)2 211 01 80 – Fax : 32 (0)2 219 79 34

<http://www.crisp.be> – info@crisp.be

IBAN BE51 3100 2715 7662 – Swift BBRUBEBB

Éditeur responsable : Jean Faniel – Place Quetelet, 1A – 1210 Bruxelles

Tous droits de traduction, d'adaptation ou de reproduction par tous procédés, y compris la photographie et le microfilm, réservés pour tous pays.

ISSN 0008 9664

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1. LA THÉORIE DE MIROSLAV HROCH	6
2. LES PATRIOTES ET LE PEUPLE	11
3. LES PATRIOTES, ENTRE AVANT-GARDE ET DÉMOCRATIE	21
4. LE PEUPLE POUR LA PATRIE	30
CONCLUSION	35

INTRODUCTION

Le présent essai applique au cas de la Flandre l'influente théorie de l'historien tchèque Miroslav Hroch relative au développement des « petites » nations sur le territoire d'États-nations dominants. Comment la « petite » nation flamande s'est-elle développée dans l'État-nation belge dominant ? Comment les rôles se sont-ils inversés, la nation flamande prenant le dessus sur la nation belge ? Pour le comprendre, il convient d'aborder le contexte social dans lequel ont évolué les fondateurs de la nation flamande, ou « patriotes » (*« patriotten »*), et le programme social qu'ils ont élaboré pour la nation flamande.

L'essai défend l'hypothèse selon laquelle, pendant longtemps, le Mouvement flamand n'est pas parvenu à intégrer le mouvement ouvrier et le patronat au sein de la nation flamande, qui est dès lors demeurée subordonnée à la nation belge. Des décennies durant, les patriotes flamands ont échoué à toucher la masse. En effet, leur base sociale était limitée aux classes moyennes. Leur programme n'avait par ailleurs nullement pour objet, ou seulement dans une moindre mesure, d'intégrer les autres classes sociales. Ce n'est que dans les années 1960 que la situation a évolué, d'une part, du fait des changements socio-économiques qui ont mené à l'expansion des classes moyennes et, d'autre part, en raison des bouleversements socio-culturels qui ont élargi la base sociale du projet de nation flamande. Les patriotes flamands ont alors réussi à mettre sur les rails un processus de réforme de l'État qui a reproduit la nation flamande dans la réalité quotidienne. C'est dans ce contexte que la massification de la nation flamande a pris corps et que cette dernière a cessé d'être « petite » par rapport à la nation belge¹.

¹ Une première version de cet article est parue, sous le titre « De Vlaamse patriotten en de natievorming. Hoe de Vlaamse natie ophield “klein” te zijn », dans *Wetenschappelijke Tijdingen: Tijdschrift over de Geschiedenis van de Vlaamse Beweging*, volume 74, n° 4, 2015, p. 217-248.

1. LA THÉORIE DE MIROSLAV HROCH

Miroslav Hroch, théoricien du nationalisme mondialement reconnu, a élaboré l'idée désormais admise que le succès d'un mouvement national est étroitement lié aux conditions sociales dans lesquelles il se développe². Son analyse comparative des mouvements nationaux jouit aujourd'hui d'une reconnaissance générale³. M. Hroch a formulé les principes fondateurs de sa doctrine dans les années 1960⁴. Depuis lors, il a affiné et complété sa théorie et son modèle dans des dizaines de publications. Sa dernière synthèse est parue en 2015⁵.

Dans le présent *Courrier hebdomadaire*, nous allons spécifiquement appliquer les idées de M. Hroch au Mouvement flamand, étant donné qu'elles sont particulièrement adaptées à l'analyse historico-sociale des processus de construction de la nation. Ce type d'analyse n'est par ailleurs pas nouveau. Jusqu'à présent cependant, la théorie de M. Hroch a essentiellement été utilisée pour expliquer les développements survenus au XIX^e siècle et durant l'entre-deux-guerres. Dans cette étude, nous continuons l'exercice jusqu'à l'époque actuelle. Le traitement d'un siècle et demi d'histoire débouche sur une approche explicitement axée sur l'identification de lignes de force sur le long terme. Néanmoins, bien que valide, cette approche pèche sur deux plans. D'une part, si elle a pour objet la formulation de conclusions générales, elle ne permet pas toujours de mettre en évidence toutes les nuances qui ressortent de l'enquête. D'autre part, l'absence d'une analyse empirique satisfaisante pour de nombreuses périodes empêche la validation effective des conclusions générales. Par conséquent, le présent essai présente un caractère clairement exploratoire.

M. Hroch s'est intéressé aux « petites » nations européennes au XIX^e siècle. Les « petites nations », ou groupes ethniques subalternes, se développent sur le territoire d'une « grande nation » dominante. La Flandre en est un exemple, même s'il convient de souligner d'emblée que les notions de « petite » et de « grande » nation sont indépendantes du nombre de membres constituant la nation : elles s'expliquent par une relation de

² M. HROCH, *Social preconditions of national revival in Europe: a comparative analysis of the social composition of patriotic groups among the smaller European nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

³ Cf., entre autres, A. MAXWELL (dir.), *The comparative approach to national movements: Miroslav Hroch and nationalism studies*, Londres/New York, Routledge, 2012.

⁴ M. Hroch a formulé sa théorie en 1968 (cf. M. HROCH, *Die Vorkämpfer der nationalen Bewegung bei den kleinen Völkern Europas. Eine vergleichende Analyse zur gesellschaftlichen Schichtung der patriotischen Gruppen*, Prague, Universita Karlova Havlickuv Brod, 1968), mais celle-ci n'a été diffusée mondialement qu'après avoir été traduite en anglais.

⁵ M. HROCH, *European nations: explaining their formation*, Londres/New York, Verso, 2015 (traduction de *Das Europa der Nationen. Die moderne Nationsbildung im europäischen Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005).

subordination par rapport à une position dominante, comme c'est le cas, en l'espèce, de la nation flamande néerlandophone à l'égard de la nation belge francophone. À aucun moment, le nombre de néerlandophones n'a été inférieur au nombre de francophones. Selon les données officielles, 2,4 millions de Belges parlent le néerlandais en 1846, contre 1,8 million pour le français, soit respectivement 57 % et 43 %. En 1880, la proportion atteint plus ou moins la parité en raison de l'émigration flamande et d'une francisation active. Par la suite, l'excédent des naissances plus élevé en Flandre porte le rapport à environ 60 % de néerlandophones contre 40 % de francophones. Les néerlandophones n'ont dès lors jamais constitué une minorité démographique. Ils peuvent par contre être qualifiés de minorité sociologique, à partir du moment où leur langue maternelle les plaçait dans une position subordonnée au sein d'une société dans laquelle parler le français était plus avantageux sous de très nombreux aspects, notamment sur le plan socio-économique. Nous retrouvons ici un premier élément de la notion de « petite nation » selon M. Hroch, même si d'autres viennent le compléter, comme nous le verrons ultérieurement.

L'analyse empirique de M. Hroch portant sur les groupes ethniques subalternes en Europe se concentre sur le « long XIX^e siècle », à savoir la période comprise entre la Révolution française et la Première Guerre mondiale, et compare un certain nombre de mouvements nationaux en Europe, dont le Mouvement flamand. Elle les replace dans le contexte des grands bouleversements sociétaux qui ont marqué le long XIX^e siècle en Europe, soit, sur le plan social, le développement d'une classe ouvrière ; sur le plan économique, l'émergence du capitalisme industriel ; sur le plan politique, l'avènement de la démocratie (de masse).

Les petits mouvements nationaux sont couronnés de succès lorsque leur programme se fond avec les intérêts des classes sociales d'importance vitale, à savoir la classe ouvrière d'une part et les élites capitalistes d'autre part, et lorsque ces classes sociales trouvent leur place dans la petite nation, qui cesse par conséquent d'être « petite » (elle n'est plus subordonnée à la grande nation dans laquelle elle s'est développée). Selon M. Hroch, la petite nation se caractérise par sa structure de classes incomplète. La construction de la nation ne s'achève que quand la composition sociale de la petite nation correspond à la société de classes capitaliste typique. En d'autres termes, la nation est « mûre » et cesse d'être une petite nation dès lors qu'elle est soutenue par toutes les classes sociales qui constituent la société, depuis les élites financières et les propriétaires terriens jusqu'au prolétariat, en passant par la classe moyenne.

M. Hroch démontre que la construction de la nation s'inscrit dans le cadre des transformations sociales à l'origine des sociétés modernes. Il considère donc la création de la nation comme un maillon de la transition entre la société de classes féodale et la société capitaliste bourgeoise. Le tiers état s'identifie à la nation et la classe ouvrière est intégrée au processus. M. Hroch en conclut que la construction des nations modernes n'est pas que la simple conséquence d'une conjonction de relations sociales objectives. Elle requiert également un changement de mentalité chez au moins une partie de la population. Sa vision est originale en ce sens qu'elle met en relation le changement social et le changement de mentalité, qui sont perçus comme deux facettes d'un même processus. M. Hroch estime que le développement d'une petite nation (comme la nation flamande en Belgique) dépend du succès du programme et des actions des patriotes de cette petite nation, dans le contexte de l'évolution sociale, économique et politique globale.

M. Hroch s'interroge également sur les conditions dans lesquelles le patriotisme de la petite nation se diffuse ou, en d'autres termes, sur la manière dont le sentiment national prend racine dans la conscience individuelle et dont ce développement est influencé par les relations sociales, économiques et politiques objectives qui lient l'individu à son environnement. Il constate que, dans le cas des petites nations, la construction de la nation est compliquée par le fait que son mouvement national se dresse non seulement contre les classes existantes de l'Ancien Régime, mais aussi contre les nouvelles élites dirigeantes de la bourgeoisie. Cette situation a pour effet l'émergence d'élites alternatives qui s'opposent à la domination des élites dirigeantes de la grande nation. Dans ce processus, la langue populaire constitue souvent, mais pas systématiquement, un instrument utilisé par le mouvement de la petite nation.

M. Hroch distingue trois phases dans le processus de transformation national. Dans la phase A, un petit groupe d'intellectuels passionnés, que M. Hroch appelle « patriotes », manifeste son intérêt pour la culture de la petite nation. Au cours de la phase B, les patriotes organisent une intense agitation nationaliste dans le cadre d'associations, dans des revues, lors de rassemblements nationaux, etc. Durant la phase C, le mouvement national acquiert une dimension de masse et intègre la classe ouvrière. Ces trois phases s'inscrivent dans un processus de transformation sociale, comportant également trois stades : le stade 1, caractérisé par la lutte contre l'Ancien Régime, les révolutions bourgeoises et sociales et l'avènement du capitalisme industriel ; le stade 2, marqué par la percée du capitalisme industriel et l'apparition d'une classe ouvrière ; le stade 3, défini par l'accroissement d'échelle économique et l'importance accrue de la communication de masse.

En fonction du moment auquel les trois phases et les trois stades se produisent, M. Hroch distingue quatre types de mouvements nationaux.

Type 1 ou « type intégré » : le passage de la phase A à la phase B précède la révolution industrielle, et la transition de la phase B à la phase C s'effectue simultanément aux révolutions industrielle et bourgeoise. L'agitation du mouvement de la petite nation coïncide avec la lutte contre l'Ancien Régime. Le mouvement national est complémentaire et développe un programme démocratique. La phase C peut voir le jour avant l'avènement d'un mouvement ouvrier organisé. La classe ouvrière est rapidement intégrée au processus de construction de la nation, qui s'achève donc promptement.

Type 2 ou « type différé » : l'évolution est similaire, mais la transition de la phase B à la phase C se fait attendre, en raison de la pression étrangère ou d'un développement socio-économique inégal sur le territoire. La transition de la phase B à la phase C a lieu parallèlement ou postérieurement à la formation du mouvement ouvrier. L'agitation du mouvement national est intimement liée au conflit de classes de la société capitaliste. Le processus de formation de la nation moderne se produit donc tardivement.

Type 3 ou « type révolutionnaire » : le mouvement national atteint déjà une dimension de masse sous l'Ancien Régime. La transformation est dès lors souvent violente.

Type 4 ou « type désintégré » : le passage de la phase A à la phase B a lieu après la révolution bourgeoise et la révolution industrielle, et la transition de la phase B à la phase C est absente ou n'intervient qu'après la création d'un mouvement ouvrier organisé, qui s'est développé dans le contexte de la nation dirigeante. La petite nation ne peut donc achever son processus de construction.

Selon la perspective de M. Hroch, une analyse historico-sociale est nécessaire pour une bonne compréhension de l'histoire du Mouvement flamand et de la construction de la nation flamande. Les forces motrices, soit la base sociale du flamingantisme, doivent être mises en évidence. Dans le cas flamand aussi, un lien doit être établi entre la structure sociale et la construction de la nation. L'analyse sociale du Mouvement flamand permet en outre de mieux cerner son idéologie et sa stratégie politique. Une analyse intégrée de l'histoire du Mouvement flamand selon l'optique du rapport triangulaire classe-nation-idéologie s'impose. Cette analyse n'implique nullement une approche matérialiste rudimentaire dans laquelle la construction de la nation constituerait purement et simplement une percée de la structure sociale sous-jacente. Tout autant que les rapports sociaux objectifs, l'évaluation subjective de ces rapports influence la construction de la nation. L'ouvrage d'Olivier Boehme sur le nationalisme économique met clairement en évidence cet aspect⁶. Enfin, il convient également de souligner que l'existence de la nation induit à son tour des effets sociaux structurels⁷.

M. Hroch lui-même a déjà largement ébauché l'histoire sociale du flamingantisme, limitée néanmoins au long XIX^e siècle. C'est pour cette raison qu'il rattache le Mouvement flamand au type désintégré. La transition de la phase A vers la phase B du développement du mouvement national est intervenue après les révolutions industrielle et bourgeoise, et le passage de la phase B à la phase C n'a pas eu lieu ou ne s'est produit qu'après l'émergence du mouvement ouvrier organisé, qui trouve ses racines sur le territoire de la nation dirigeante. C'est pourquoi, écrit-il en 1985, la petite nation flamande n'a pu achever son processus de construction⁸. Trente ans plus tard, il considère toujours le processus flamand comme désintégré, mais couronné de succès, même si ce succès est différé⁹. En fin de compte, la phase C est atteinte, sans que M. Hroch ne motive sa réalisation. Le présent essai a pour vocation de combler cette lacune.

M. Hroch qualifie de patriotes les élites qui façonnent la petite nation et en font, par leurs actions, une nation intégrée. Il évite d'utiliser le terme de nationalistes, étant donné que cette notion se réfère à la conception idéologique selon laquelle une nation a droit à son propre État. La nation intégrée implique, certes, un combat visant à obtenir un certain degré d'autonomie nationale, laquelle ne va cependant pas nécessairement jusqu'à l'autonomie politique et à la scission par rapport à l'État dans lequel la petite nation a vu le jour. L'historiographie du Mouvement flamand s'est déjà largement penchée sur l'opposition entre les flamingants loyaux belges et les nationalistes flamands anti-belges. Selon la perspective de M. Hroch, les deux tendances contribuent à la construction d'une nation flamande. À la lumière des processus socio-historiques de massification de la « petite » nation décrits ci-dessus, il n'est nullement étonnant que, en principe, les flamingants loyaux belges soient plus susceptibles d'atteindre leur but de construction de la nation flamande que les nationalistes flamands anti-belges. En effet, le succès de la nation se mesure à la diffusion de la conscience nationale au sein de la population. Le séparatisme peut constituer un obstacle à la diffusion du sentiment national à partir

⁶ O. BOEHME, *De welvaart en trots van naties. Een geschiedenis van het economisch nationalisme*, Anvers, De Bezige Bij, 2013.

⁷ G. AKERLOF, R. KRANTON, « Economics and identity », *The Quarterly Journal of Economics*, volume 115, n° 3, 2000, p. 715-753.

⁸ M. HROCH, *Social preconditions of national revival in Europe*, op. cit., p. 107-116.

⁹ *Ibidem*, p. 110-116.

du moment où la population, pour quelque motif que ce soit, demeure attachée à un État que les séparatistes combattent. La diffusion de la conscience de l'existence de la « petite » nation n'implique pas nécessairement la destruction de la « grande » nation.

Une terminologie claire est absolument nécessaire dans ce domaine. L'historien Harry Van Velthoven estime à juste titre que, dans l'analyse de la construction de la nation flamande, il convient de tenir compte non seulement de la question des *shifting identities* (identités changeantes), mais aussi des *shifting definitions* (définitions changeantes)¹⁰. Dans le présent *Courrier hebdomadaire*, nous allons utiliser le terme de « patriotes » tel qu'employé par M. Hroch, pour désigner tous les flamingants qui ont contribué à la formation de l'identité et de la nation flamandes dans le cadre ou en dehors du contexte belge. L'horizon politique dans lequel ils opèrent est en effet subordonné à la contribution partagée à la construction d'un État flamand. En d'autres termes, les « patriotes flamands » regroupent les flamingants loyaux belges et les nationalistes flamands anti-belges. Dans cet exposé, nous reprendrons le premier sous-groupe sous l'appellation de « flamingants loyaux » et le deuxième de « nationalistes flamands ».

L'utilisation de la notion de « patriote » en relation avec la Flandre peut, à première vue, susciter l'étonnement, étant donné que, dans le contexte belge, le patriotisme est davantage associé à l'État-nation belge. Fondamentalement, la notion peut néanmoins être associée à n'importe quelle nation. Dans la littérature scientifique anglo-saxonne, le nationalisme est une notion générale englobant la construction de la nation et pouvant dès lors en principe se référer aux deux groupes. En l'absence de l'objection soulevée par M. Hroch, cette notion aurait plus tendance à engendrer la confusion que la clarté dans le contexte belge. La distinction entre les nationalistes culturels et les nationalistes politiques n'est pas empreinte d'une plus grande clarté, vu que les nationalistes culturels ont également œuvré sur le terrain politique et ont appelé de leurs voeux à un certain moment l'autonomie flamande dans des domaines non strictement culturels. Pour accroître encore la confusion conceptuelle, la notion de « flamingantisme culturel » (« *cultuurflamingantisme* ») est largement répandue dans l'historiographie flamande, tout comme, dans une moindre mesure, celle de « flamingantisme social » (« *sociaal flamingantisme* »). Ces notions font référence au glissement des exigences linguistiques vers l'exigence d'autonomie dans d'autres domaines. Ce glissement coïncide avec une accélération de la construction de la nation flamande, étant donné que de nouvelles classes sociales sont touchées.

¹⁰ H. VAN VELTHOVEN, *Scheurmakers en carrièristen: de opstand van christendemocraten en katholieke flaminganten (1890-1914)*, Kalmthout, Pelckmans, 2014, p. 291.

2. LES PATRIOTES ET LE PEUPLE

Précédé par une phase au cours de laquelle l'étude de la langue populaire suscite un intérêt essentiellement intellectuel, le Mouvement flamand voit le jour aux alentours de 1840 en tant que facteur politique. Le fait que la langue soit la bannière sous l'égide de laquelle se forme le mouvement national s'explique, selon M. Hroch, par la composition sociale de ce dernier : « L'importance des exigences linguistiques des mouvements nationaux dans la phase B était inversement proportionnelle à la part des classes dirigeantes et des élites intellectuelles dans la structure sociale du groupe ethnique non dominantes au début de cette phase »¹¹.

La charge idéologique du Mouvement flamand subit progressivement un glissement au cours du XIX^e siècle. Plutôt que de renforcer la langue populaire néerlandaise pour consolider la fragile patrie belge, la défense des revendications de la petite nation flamande au sein de la grande nation belge occupe une place centrale. La construction de la nation belge moderne, qui, à la suite de l'accession au pouvoir d'une nouvelle classe, à savoir la bourgeoisie, s'est achevée en 1830 selon l'optique de M. Hroch, a généré un champ de forces qui permet l'émergence progressive d'une nouvelle conscience belgo-flamande. L'inégalité de statut entre francophones et néerlandophones en Belgique en est à l'origine. La position privilégiée du français constitue une expression de la société de classes du XIX^e siècle. Comme dans de nombreuses autres sociétés socialement segmentées, les élites belges cultivent leur propre langue élitaire pour se distinguer du « peuple ». La position dominante des élites francophones, qui imposent le français comme langue de travail dans l'administration, la justice, l'armée et l'enseignement, est contestée. La classe moyenne néerlandophone essentiellement voit dans la francisation un obstacle à la réalisation de ses aspirations et constitue donc le noyau dur de la base flamingante. La petite nation flamande est le fruit de l'opposition de ce que l'historien et témoin du temps Léo Picard appelle une sous-bourgeoisie flamande à la position de force exclusive des élites francophones¹². C'est précisément parce qu'elle est socialement proche des élites qu'elle perçoit l'utilisation du français à des fins de démarcation comme une humiliation¹³.

Pourquoi les classes moyennes, qui deviendront le porte-drapeau du flamingantisme, ne choisissent-elles pas la voie la plus évidente, à savoir la promotion sociale individuelle

¹¹ « *The importance of linguistic demands in phase B of national movements was inversely proportional to the share of the ruling classes and intellectual elites in the social structure of the non-dominant ethnic group at the outset of this phase* » (M. HROCH, *Social preconditions of national revival in Europe*, op. cit., p. 228).

¹² L. PICARD, « De formatie van een Vlaamse sub-bourgeoisie », *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, volume 2, n° 1, 1970, p. 145-149.

¹³ Cf. A. BLOK, « Het narcisme van kleine verschillen », *Amsterdams Sociologisch Tijdschrift*, volume 24, n° 2, 1997, p. 150-187.

via le recours au français, qu'elles maîtrisent par ailleurs généralement mieux que le néerlandais (standard) ? Pourquoi ne renoncent-elles pas au néerlandais, qui ne leur offre manifestement aucune opportunité de promotion personnelle, n'est pas la langue dans laquelle elles ont étudié, et est associé à l'aversion du Nord protestant et de l'ancien régime hollandais ? Pourquoi, en l'espèce, le mécanisme social habituel en vertu duquel les classes sociales qui visent l'ascension sociale s'approprient les normes et codes de comportement des classes dirigeantes ne joue-t-il pas, alors qu'elles étaient parfaitement en mesure de le faire ? Pourquoi ne considèrent-elles pas le néerlandais pour ce qu'il est alors, à savoir une langue jouissant de peu de prestige sur le plan international et, au niveau national, la langue méprisée du peuple « ordinaire » dans ses variantes dialectales régionales ?

Il n'existe pas de réponse univoque à ces questions. Dans leur ouvrage *Langue et politique*, les historiens et spécialistes du conflit linguistique belge Els Witte et Harry Van Velthoven identifient des motifs à la fois rationnels et émotionnels, tels que l'association de l'indignation morale à la mobilité sociale. Il est un fait que les *peer groups*, liens d'amitié et structures de personnalités, peuvent jouer un rôle¹⁴. Notre modèle explicatif se fonde sur l'approche du *rational choice*, telle que développée en sciences sociales. Cette approche explique le choix d'une langue en termes de fonctionnalité sociale. La théorie est étayée par une analyse de la manière dont, à l'heure actuelle, les classes sociales réagissent à la domination de l'anglais sur le système linguistique mondial¹⁵. Lorsqu'ils sont amenés à choisir l'une ou l'autre langue, les individus effectuent une analyse « coûts-bénéfices ». Ils optent pour la langue qui possède la plus grande valeur de communication dans une constellation donnée ou qui leur offre un maximum d'avantages, comme le prestige social.

À nouveau, il convient de souligner l'importance de la perception. De fait, les individus se laissent guider par leur évaluation subjective d'une configuration linguistique objective dans un contexte donné. L'option de l'abandon de la langue et de la transition radicale du néerlandais au français n'est socialement pas la plus fonctionnelle pour les classes moyennes de la Belgique néerlandophone. Dans les provinces néerlandophones du XIX^e siècle, la configuration linguistique est telle que la connaissance du néerlandais et l'acquisition d'un statut officiel pour la langue du peuple représentent un instrument socialement fonctionnel pour les classes moyennes. Elles ne peuvent tourner purement et simplement le dos au néerlandais, étant donné qu'elles ont besoin de la langue populaire pour l'exercice de leur profession. En effet, elles exercent des métiers qui requièrent un contact permanent avec les classes sociales inférieures. Or, ce contact ne peut avoir lieu en français – qui, pour la grande majorité de la population, demeure une langue étrangère ou mal maîtrisée.

L'usage linguistique (et le niveau d'enseignement) des classes sociales inférieures indiffère totalement l'État bourgeois. Jusqu'en 1914, il n'y a aucune obligation scolaire, qui ne peut donc être utilisée comme levier pour la francisation de la population. Lorsque les classes sociales inférieures vont à l'école, l'enseignement est essentiellement dispensé

¹⁴ E. WITTE, H. VAN VELTHOVEN, *Langue et politique. La situation en Belgique dans une perspective historique*, Bruxelles, VUBPress, 1999. Cf. également l'édition révisée de cet ouvrage : E. WITTE, H. VAN VELTHOVEN, *Languages in contact and in conflict. The Belgian case*, Kalmthout, Pelckmans, 2011, p. 26.

¹⁵ Cf., entre autres, A. DE SWAAN, *Woorden van de wereld. Het mondiale talenstelsel*, Amsterdam, Bakker, 2002 ; D. LAITIN, « The game theory of language regimes », *International Political Science Review*, volume 14, n° 3, 1993, p. 227-239.

en néerlandais. L'indifférence de l'État bourgeois à l'égard de l'accès à l'enseignement pour les classes sociales inférieures a pour effet secondaire de limiter la valeur du français pour la communication dans les provinces néerlandophones. Les fractions des classes moyennes qui dépendent des contacts avec les classes sociales inférieures pour gagner leur vie doivent donc utiliser la langue populaire. Les prêtres paroissiaux, médecins, vétérinaires, enseignants, avocats, imprimeurs, éditeurs, petits entrepreneurs et commerçants ne peuvent se passer du néerlandais dans leurs activités quotidiennes. Eu égard à leur position d'intermédiaires culturels et de médiateurs entre les élites francophones et le peuple néerlandophone, l'abandon de la langue ne constitue pas une perspective réaliste. La différence souvent signalée qui se marque entre les sexes au niveau de l'usage des langues dans les classes moyennes du XIX^e siècle peut être expliquée selon cette approche. Les femmes de cette classe qui, pour des raisons d'idéal bourgeois de respectabilité, sont exclues de la vie économique et publique, ne ressentent pas la nécessité d'utiliser le néerlandais¹⁶. Le paradoxe en vertu duquel les flamingants du XIX^e siècle parlent souvent le français dans le cercle privé domestique démontre également que c'est la participation à la vie publique qui les constraint à continuer à utiliser le néerlandais.

La nécessité de connaître la langue populaire est moins marquée au sein des catégories professionnelles qui n'entretiennent que peu de contacts directs avec les classes sociales inférieures dans leur vie professionnelle (comme les industriels, les banquiers, les commerçants de gros, les scientifiques, les enseignants de l'enseignement supérieur et les membres du clergé occupant des postes plus élevés dans la hiérarchie ecclésiastique). Seules ces élites peu nombreuses peuvent se passer complètement de la langue populaire néerlandaise et s'exprimer exclusivement en français. La francisation est dès lors probablement freinée par le fait que la stagnation économique qui sévit dans la plupart des régions néerlandophones limite l'expansion de ces classes sociales jusque tard dans le XIX^e siècle. Ainsi, la ville de Gand, qui connaît une industrialisation plus rapide qu'Anvers, connaît aussi une plus forte francisation. Le fossé entre les classes moyennes axées sur le néerlandais et les élites francophones semble se dessiner sur ce plan.

Pour les autorités locales, qui constituent indubitablement le niveau administratif le plus important dans la Belgique du XIX^e siècle, la langue néerlandaise est également incontournable dans la pratique quotidienne. À l'exception des régions situées le long de la frontière linguistique et de Bruxelles, le gros des administrations communales ont recours à la liberté linguistique garantie constitutionnellement pour utiliser le néerlandais comme langue de travail¹⁷. La fonctionnalité sociale du néerlandais est aussi plus importante dans la campagne que dans les villes. Ces dernières se caractérisent par l'existence d'un milieu social bien plus vaste s'exprimant exclusivement en français, dérivant sans nul doute de la concentration urbaine des fonctions (supérieures) ne requérant aucun exercice de la langue populaire. Le nombre de personnes connaissant le français y est donc plus élevé, comme c'est par ailleurs aussi le cas le long de la frontière linguistique. La centralité du néerlandais y est donc plus restreinte, limitant ainsi l'effort impliqué par la renonciation linguistique.

¹⁶ N. BRACKE, « Vrouw », in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Tielt, Lannoo, 1998, p. 3606.

¹⁷ L. WILS, « Het officiële taalgebruik in België in de negentiende eeuw », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 76, n° 2, 2008, p. 115-127.

C'est notamment le cas à Bruxelles. Dans la capitale, l'adoption du code linguistique de l'élite offre aux classes moyennes de réelles perspectives d'ascension sociale¹⁸. La présence de l'administration centrale francophone, de la cour, de la diplomatie et de la haute finance sont autant de facteurs spécifiques qui font pencher la balance de l'analyse « coûts-bénéfices » au détriment du néerlandais au sein des classes moyennes, contrairement à ce qui se produit dans les autres villes néerlandophones (et, *a fortiori*, dans les campagnes). Le public francophone, auquel elles vendent leurs biens et services dans le cadre de leur profession, est, sur le plan économique, plus intéressant que le public néerlandophone. L'afflux de Wallons et de Français fortunés et/ou instruits renforce encore le public francophone disposant de moyens financiers importants. Par conséquent, à Bruxelles, la ségrégation sociale typique du XIX^e siècle est non seulement visible dans les rues, mais aussi audible. L'orientation sur les élites francophones amorce un processus d'abandon linguistique parmi les classes moyennes ambitieuses.

À l'opposé, la population ouvrière bruxelloise demeure largement néerlandophone au sein de la société de classes du XIX^e siècle, en raison des possibilités limitées de mobilité sociale. Les ouvriers ne tirent que peu d'avantages à apprendre le français, dans les rares cas où l'opportunité leur en est offerte, vu l'absence d'enseignement. De ce fait, à Bruxelles, la hiérarchie sociale et la hiérarchie linguistique sont plus étroitement liées qu'ailleurs en Belgique. Le français est associé aux mieux nantis tandis que le néerlandais est assimilé au prolétariat. Alors que, en Belgique néerlandophone, le néerlandais est perçu comme la langue populaire et la langue de la grande majorité de la population, voire de la population dans son ensemble, il conserve à Bruxelles une connotation plébéienne. Le fait que les immigrants néerlandophones qui viennent s'installer à Bruxelles sont pour la plupart des ouvriers et du personnel de maison contribue aussi à ancrer cette connotation. L'intégration de cette infériorité sociale et linguistique combinée est à l'origine de la honte que ressentent typiquement les Bruxellois néerlandophones à l'égard de leur langue maternelle. Il n'est dès lors nullement étonnant que le processus de francisation commence à opérer aussi dans certaines fractions des classes sociales inférieures à partir du moment où, à la Belle Époque, des perspectives prudentes de mobilité sociale se font jour. La transition d'une ville bilingue mais ségrégée vers une ville majoritairement francophone durera jusque dans les années 1960.

En Flandre, il est impossible de se passer du néerlandais. Toutefois, dans le cas des classes moyennes, la nécessité fonctionnelle de maîtriser le néerlandais n'explique pas pourquoi elles plaident pour conférer à la langue populaire un rôle officiel plus important. Elles pourraient adopter la même stratégie que l'aristocratie installée en Flandre qui, dans ses contacts avec les fermiers et subalternes divers, recourt avec une bienveillance condescendante au dialecte local, mais utilise le français dans ses autres interactions sociales. Le choix de ne pas se plier à cette stratégie mais de se lancer dans la pénible lutte pour l'égalité des langues en Belgique démontre que, à leurs yeux, ce combat est socialement fonctionnel. La fonctionnalité sociale du Mouvement flamand s'explique donc par la position de classe spécifique des flamingants. Dans le cadre des rapports sociaux systématiquement changeants qui font suite à l'industrialisation et à la démocratisation, ils se sentent menacés dans leur qualité de classe moyenne. Ils sont donc demandeurs d'une

¹⁸ M. DE METSENAERE, *Taalmuur: sociale muur? De negentiende-eeuwse taalverhoudingen te Brussel als resultaat van geodemografische en sociale processen*, Bruxelles, VUBPress, 1988.

garantie et d'une consolidation de leur position sociale. Ils voient dans le renforcement de la position du néerlandais un instrument adéquat pour atteindre leur objectif.

Le combat en faveur du néerlandais a pour objectif de renforcer le capital social, culturel et économique des classes moyennes menacées. La soif de respectabilité constitue dans ce cadre une puissante force motrice. En raison de leur usage linguistique, les classes moyennes sont constamment sous la pression des élites francophones qui méprisent le néerlandais pour des raisons de distinction sociale. Elles perçoivent cette situation comme une humiliation, une remise en question délibérée de leur statut social due à leur usage d'une langue populaire considérée comme socialement inférieure. Ces sentiments mettent en évidence une nouvelle fois l'importance du facteur du ressenti. Même si elles se plient aux normes comportementales de la bourgeoisie, les classes moyennes néerlandophones ne sont jamais prises au sérieux par cette même bourgeoisie car elles ne satisfont pas aux codes linguistiques élitaires. Or, la respectabilité est indivisible. Toute personne ne se conformant pas à une seule norme de comportement bourgeoise met irrévocablement en péril sa situation sociale de respectabilité. Étant donné que, contrairement à la haute bourgeoisie et à des pans entiers des classes moyennes bruxelloises, les classes moyennes flamandes ne peuvent se distancer du néerlandais dans leur fonctionnement quotidien, elles n'ont qu'une seule solution pour accroître leur respectabilité : contester la hiérarchie linguistique en vigueur en Belgique en luttant pour rehausser le statut de la langue populaire. Pour des raisons de respectabilité, le choix du néerlandais du Nord comme langue standard s'impose de manière rationnelle : dans la lutte pour une égalité de statut avec le français, les chances de percée d'un flamand « isolé » non utilisé dans les fonctions supérieures seraient encore plus réduites que celles d'une langue politique et culturelle établie. Par ailleurs, les économies d'échelle ne sont pas négligeables. La création d'une version « standard » du néerlandais permet aux classes moyennes de disposer d'une arme plus respectable face au français des élites que si elles avaient opté pour la pléiade de dialectes. Ce choix leur offre également la possibilité de se démarquer de l'usage linguistique « commun » des classes sociales inférieures.

En rehaussant le statut du néerlandais, les classes moyennes flamingantes améliorent aussi leur statut social. En effet, si elles dépendent de l'usage de la langue populaire, elles se forgent également des opportunités grâce à cette langue. Les aspirations sociales offensives des classes moyennes sont servies par le néerlandais. Le développement d'un système littéraire de langue néerlandaise s'inscrit dans le cadre d'une stratégie praticable visant à bâtir un capital culturel. La création de l'Académie royale flamande de langue et littérature (Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde) en 1886 en est le symbole. Le choix du néerlandais du Nord en tant que néerlandais standard facilite l'accès de la langue à une position d'égalité par rapport au français en Belgique, une ambition réalisée *de jure* avec la loi du 18 avril 1898 « relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles », dite loi d'égalité. L'accès de la langue néerlandaise au rang de langue d'État offre de nombreuses opportunités aux classes moyennes flamingantes. Elles sont en effet toutes désignées pour occuper les postes sur le point de s'ouvrir dans le futur État bilingue. La sous-bourgeoisie flamande y voit la possibilité de saper la position prépondérante de la bourgeoisie francophone au sein de l'appareil d'État en expansion. Dans la perception de la majorité démographique flamande de Belgique, le véhicule de la langue offre également à terme la perspective de prendre le dessus dans ces structures. La néerlandisation amorcée en 1883 de l'enseignement public secondaire (et, plus tard, supérieur) est essentielle dans ce cadre.

Dans le monde industriel également, la lutte pour l'égalité du néerlandais ouvre certaines perspectives. Le nombre de personnes susceptibles de tirer profit d'un renforcement du statut du néerlandais augmente fortement vers la fin du siècle. La deuxième révolution industrielle entraîne une extension de l'activité industrielle en Flandre et une croissance du secteur des services et des transports. Une classe d'employés, fonctionnaires et cols blancs flamands qui subissent une discrimination linguistique sur leur lieu de travail dans les secteurs linguistiquement sensibles voit ainsi le jour. Elle est également à la merci de la concurrence des cadres moyens wallons immigrés. Il n'est dès lors pas étonnant que les employés et fonctionnaires des secteurs linguistiquement sensibles, tels que les télégraphes et la poste, les chemins de fer et les douanes, réclament l'imposition du néerlandais comme seule langue administrative dans la partie néerlandophone du pays. Ils se rendent parfaitement compte que la lutte pour la néerlandisation peut favoriser leur évolution de carrière¹⁹. Pour le groupe naissant d'entrepreneurs flamands, la langue constitue aussi un instrument adéquat pour exiger une part plus importante du gâteau économique, au détriment de la bourgeoisie francophone.

Le néerlandais est par ailleurs un outil de renforcement du rôle social des classes moyennes qui se sentent menacées. Mais par la nécessité d'une réconciliation de classes, les flamingants se donnent pour mission d'œuvrer aux processus de démocratisation et d'industrialisation²⁰. En leur qualité d'élite parlant la langue populaire, ils se posent en représentants du peuple flamand. Ils veulent guider et encadrer ce peuple dans une langue qu'il comprend. L'intervention d'une élite néerlandophone en tant que moteur de l'intégration sociale du peuple flamand a pour but d'éviter que la combinaison de la prolétarisation et de la démocratisation de masse n'entraîne en Flandre aussi une polarisation sociale et une percée du socialisme, comme dans le sud du pays. L'émergence du « *cultuurflamingantisme* » est importante dans ce cadre. L'option d'un bilinguisme généralisé de la Belgique, soutenu par le Mouvement flamand jusqu'au tournant du siècle, cède la place à une exigence toujours plus offensive d'unilinguisme pour la Flandre²¹. Les élites francophones de Flandre réagissent en promouvant le français en tant que moyen incontournable de promotion sociale pour le « peuple ordinaire ». L'Association flamande pour la vulgarisation de la langue française est créée à cet effet dans un certain nombre de villes flamandes à l'aube du siècle nouveau. Cette optique démontre par ailleurs que, en raison de la démocratisation, la lutte pour s'attirer les faveurs de la masse s'intensifie.

La lutte ne se limite plus au seul domaine de la langue. Le Mouvement flamand prend désormais un tour social et économique allant bien au-delà de la simple reconnaissance du néerlandais en tant que langue officielle. Ainsi, l'économiste et fonctionnaire Lodewijk De Raet alimente intellectuellement cette réorientation. Dans le contexte de la deuxième révolution industrielle et de la découverte de charbon dans le sous-sol limbourgeois, il réclame un « pouvoir populaire flamand », une économie pour et par le peuple flamand.

¹⁹ H. VAN VELTHOVEN, « Taaldiscriminatie en taalstrijd. De Vlaamse tolbeamten en het ministerie van financiën, 1894-1914 », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 58, n° 2, 1999, p. 67-85 ; L. VANDEWEYER, « Vlaamse ambtenaren en volksvertegenwoordigers: één strijd! De studiecommissie voor de Vervlaamsing der Openbare Besturen in Vlaanderen: 1911-1914 », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 60, n° 2, 2001, p. 67-95.

²⁰ D. LUYTEN, « Economie », in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, op. cit., p. 1028-1031 ; M. REYNEBEAU, *Het klauwen van de leeuw. De Vlaamse identiteit van de 12^e tot de 21^e eeuw*, Louvain, Van Halewyck, 1995, p. 149-154.

²¹ H. VAN VELTHOVEN, *Scheurmakers en carrièristen*, op. cit., p. 30.

Il met en relation le sous-développement économique et culturel du peuple flamand et argumente que la survie économique du peuple (« *volkskracht* ») passe nécessairement par l'évolution intellectuelle. La néerlandisation de l'université de Gand devient donc le but ultime des flamingants, toutes orientations politiques confondues. L. De Raet vise l'avènement d'une classe économique dominante flamande, dans un modèle de société caractérisé par la réconciliation des classes et l'antisocialisme²². En conséquence, de simple mouvement linguistique, le Mouvement flamand se transforme en un vaste mouvement national, porté par les « patriotes flamands ». La notion de flamingantisme culturel, consacrée dans la littérature générale et historiographique relative au Mouvement flamand, est mystificatrice. En effet, le combat n'est plus purement linguistique, mais touche toutes les sphères de la société.

La position de classe de ces patriotes va largement à l'encontre de l'intégration des aspirations des classes sociales inférieures dans le programme du mouvement social. La situation à Bruxelles en est un exemple flagrant. Dans la capitale, les flamingants ne parviennent pas à s'opposer à la ségrégation sociale évidente entre la minorité francophone des mieux nantis et la population ouvrière néerlandophone. Même s'ils ont essentiellement un profil radical démocratique, ils ne parviennent pas à comprendre le monde et les priorités de la population ouvrière bruxelloise en raison de leurs origines issues de la petite bourgeoisie. L'incapacité des flamingants à surmonter leur position de classe ressort également de leur attitude sur la question de la démocratisation du droit de vote. Alors que, vers le milieu du XIX^e siècle, les flamingants ont pris l'initiative dans la lutte pour l'intégration des classes moyennes dans l'ordre politique bourgeois, il n'est plus question d'une telle posture lorsque l'égalité de droits politiques de la classe ouvrière est mise en avant à la Belle Époque.

Les flamingants n'apportent aucune contribution significative à la lutte pour la démocratisation du droit de vote. Le vote plural est introduit malgré eux en 1893. Le vote obligatoire acquis à un million de nouveaux électeurs oblige les élites censitaires à développer de nouvelles stratégies pour maintenir leur pouvoir. Comme démontré par H. Van Velthoven, les catholiques conservateurs parviennent à consolider leur pouvoir en dépit de l'insurrection des démocrates-chrétiens et des flamingants catholiques²³. L'auteur conteste l'existence à cette époque d'une symbiose entre les démocrates-chrétiens et les flamingants, constituant le terreau d'une massification de la nation flamande, contrairement à ce qu'avance Lode Wils, éminence grise de l'historiographie du Mouvement flamand²⁴.

Quoi qu'il en soit, les flamingants se tiennent à l'écart de la lutte pour le suffrage universel pur et simple, qui marquerait la fin de la surreprésentation politique des élites et des classes moyennes. La poussée du socialisme effarouche la plupart des flamingants et leur fait craindre une démocratisation ultérieure. En tant que membres des classes moyennes,

²² Concernant l'importance de L. De Raet dans le Mouvement flamand, cf. O. BOEHME, *Greep naar de markt: de sociaal-economische agenda van de Vlaamse Beweging en haar ideologische versplintering tijdens het interbellum*, Louvain, Lannoo Campus, 2008, p. 53-92 ; L. BOEVA, « De sociale taalgrens in Vlaanderen en de reactie van de Vlaamse Beweging en de Sociale Beweging (1830-1914) », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 53, n° 2, 1994, p. 80.

²³ H. VAN VELTHOVEN, *Scheurmakers en carrièristen*, op. cit.

²⁴ L. WILS, *Honderd jaar Vlaamse Beweging: geschiedenis van het Davidsfonds tot 1914*, Louvain, Davidsfonds, 1977.

ils voient dans la lutte des classes une menace à l'égard de leur statut social et militent pour un modèle d'harmonie sociale qu'ils auraient approuvé. Ils se méfient du principe d'un mouvement ouvrier autonome. Leur optique élititaire et paternaliste petite-bourgeoise les porte à croire que l'émancipation des classes sociales inférieures doit intervenir sous leur égide. Cette égide doit permettre de « civiliser » et d'« embourgeoisier » les classes sociales inférieures, condition indispensable selon elles à l'introduction d'une démocratie à part entière.

Les flamingants libéraux sont guidés par les idéaux bourgeois des Lumières, tandis que les flamingants catholiques s'inspirent de la doctrine sociale de l'Église. Les flamingants catholiques appartiennent en majorité à l'aile ultramontaine du Parti catholique²⁵. Ce positionnement est en relation avec leur position de classe. Tout comme les classes moyennes des autres pays européens à la Belle Époque, ils adoptent une optique très orthodoxe et « stricte » sur le plan religieux, pour se démarquer des classes sociales inférieures « immorales » et des élites « décadentes »²⁶. La question linguistique est également définie en des termes moraux et religieux. Le français parlé par les élites est associé à la dépravation et à la Révolution française qu'ils condamnent. À l'inverse, la langue pieuse des pères est perçue comme un garant du maintien des valeurs ancestrales.

L'ultramontanisme dominant interdit toute collaboration des flamingants catholiques avec les socialistes et les libéraux progressistes. Ces derniers jouent un rôle de taille dans le développement du Mouvement flamand. L'organisation culturelle libérale Willemfonds fait autorité dans pratiquement tous les domaines culturels. Néanmoins, à compter de 1884, elle finit par se scléroser et par tomber dans l'immobilisme politique. Les libéraux flamingants ont encore leur mot à dire au Parlement, mais sont nettement moins présents sur le terrain du recrutement social. La condamnation du libéralisme par Rome, perçu comme l'héritier idéologique de la Révolution française, est loin d'être négligeable dans la Flandre catholique²⁷. Les catholiques considèrent leur lutte pour leur langue populaire comme un volet du projet catholique destiné à préserver le peuple du libéralisme et du socialisme. Le mouvement catholique flamand se définit comme le catalyseur d'un mouvement social flamand et comme un rempart contre le socialisme et le libéralisme.

Par conséquent, une synergie significative peut difficilement voir le jour entre le Parti ouvrier belge (POB, en néerlandais Belgische Werkliedenpartij - BWP) et le Mouvement flamand bourgeois. Le POB est fondé en 1885. Il compte sur sa puissante aile parlementaire francophone pour concrétiser ses exigences. Le POB est ouvertement hostile aux flamingants issus de la petite bourgeoisie, auxquels il reproche de rester à l'écart de la lutte sociale et politique pour les droits démocratiques²⁸. Cette hostilité n'empêche cependant

²⁵ Concernant les points communs entre flamingantisme et ultramontanisme, cf. E. LAMBERTS, *Het ultramontanisme in België, 1830-1914*, in E. LAMBERTS (dir.), *De kruistocht tegen het liberalisme. Facetten van het ultramontanisme in België in de 19^e eeuw*, Louvain, Universitaire Pers Leuven/KADOC, 1984, p. 54-56.

²⁶ Concernant ce mécanisme, cf. A. SCHUURMAN, P. SPIERENBURG (dir.), *Private domain, public inquiry. Families and life-styles in the Netherlands and Europe, 1550 to the present*, Hilversum, Verloren, 1996.

²⁷ Pour un aperçu plus détaillé de l'aspect socio-culturel du libéralisme progressiste au sein du Mouvement flamand, cf. notamment D. VANACKER, *Een avechte liberaal. Leo Augusteijn en de liberale arbeidersbeweging*, Gand, Academia Press, 2008 ; H. VAN VELTHOVEN, *Tussen opportunisme en radicalisme. Het Willemfonds en de Vlaamse kwestie in 171 petities (1860-1913)*, Gand, Academia Press/Liberaal Archief, 2008.

²⁸ Étudiant la relation entre le Mouvement flamand et le mouvement social, Luc Boeva est arrivé à la conclusion que les deux mouvements ont « dans une large mesure suivi des chemins différents » (L. BOEVA,

pas le parti de soutenir au Parlement un certain nombre de propositions de loi favorables à la néerlandisation, même si ce soutien demeure subordonné à la lutte pour le suffrage universel et pour l'égalité sociale. En 1898, le POB vote à l'unanimité en faveur de la loi d'égalité. En 1909, la néerlandisation demeure une question sur laquelle le parti n'adopte aucune position stricte, entraînant de la sorte des dissensions internes croissantes²⁹. L'affirmation de M. Hroch selon laquelle les socialistes n'ont pas contribué à la construction de la nation flamande, qui est dès lors restée désintégrée, doit être nuancée. Une étude de Maarten Van Ginderachter a démontré qu'à Gand, ville qui abritait la fédération socialiste la plus puissante de Flandre, les cadres socialistes et les militants s'identifiaient à la nation flamande et soutenaient le principe de la néerlandisation³⁰. L'intégration du mouvement socialiste gantois dans la nation belge est intervenue pendant et après la Première Guerre mondiale. L'on peut par conséquent se demander si le modèle A-B-C de M. Hroch n'est pas trop linéaire. Un facteur externe tel que la guerre peut briser net une massification naissante. La relation ayant existé avant la Première Guerre mondiale entre les socialistes flamands et la nation flamande mérite une plus ample analyse. Quoi qu'il en soit, il est évident que, à Gand au moins, les cadres socialistes s'identifiaient à la Flandre. Selon cette optique, une synergie n'est pas impensable entre le Mouvement flamand et le mouvement socialiste. La répugnance viscérale des flamingants à l'égard du socialisme constitue cependant un obstacle majeur à la concrétisation d'une telle synergie.

La possibilité d'une jonction entre le Mouvement flamand et le mouvement social est également démontrée par la démocratie chrétienne dissidente, qui trouve ses racines dans les conditions de vie misérables que connaît une grande partie de la population. Le mouvement dont le prêtre alostois Adolf Daens deviendra la figure de proue s'affirme en 1895 en un mouvement autonome luttant à la fois pour le progrès social, le suffrage universel et la néerlandisation. La symbiose entre flamingantisme et démocratie chrétienne a donc lieu dans ce cas³¹. Elle se heurte cependant au catholicisme conservateur qui débouche sur une condamnation par l'Église. En raison également de dissensions internes, le daensisme demeure un phénomène isolé qui ne connaîtra pas de percée nationale.

Durant les années qui précèdent la Première Guerre mondiale, les flamingants se radicalisent. Cette radicalisation préfigure la transition de la pensée flamando-belge vers la pensée nationale flamande. Le processus trouve ses origines dans la frustration croissante entourant le décalage entre la dynamique grandissante du Mouvement flamand et sa relative impuissance, due, comme susmentionné, à l'incapacité flamingante à traduire les aspirations de la population dans son ensemble dans des termes nationaux. Les flamingants catholiques parviennent, certes, à inciter leur parti dirigeant et l'Église à adopter des mesures en faveur du néerlandais, mais ils ne sont pas suffisamment puissants pour mettre un terme à la suprématie du français. Les flamingants anticléricaux

²⁹ "Pour les Flamands la même chose". Hoe de taalgrens ook een sociale grens was, Gand, Provinciebestuur Oost-Vlaanderen/Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-Nationalisme, 1994, p. 146).

³⁰ H. VAN VELTHOVEN, *De Vlaamse Kwestie 1830-1914: Macht en onmacht van de Vlaamsgezindheden*, Courtrai/Heule, UGA, 1982, p. 213.

³¹ M. VAN GINDERACHTER, *Het rode vaderland: de vergeten geschiedenis van de communautaire spanningen in het Belgische socialisme van WO1*, Tielt, Lannoo, 2005 ; H. VAN VELTHOVEN, « De versnippering van het rode vaderland », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 65, n° 2, 2006, p. 122-133.

³¹ F.-J. VERDOODT, « De virtuele vervlechting tussen katholieke flaminganten en christendemocraten. Een recente studie van H. Van Velthoven », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 74, n° 2, 2015, p. 125-131.

ne disposent pas non plus d'un poids politique prépondérant. Ils sont non seulement minoritaires au sein des partis socialiste et libéral, mais relèvent également structurellement de l'opposition. Comme durant la campagne pour la néerlandisation de l'université de Gand, la volonté croissante d'une collaboration pluraliste qui se marque parmi les flamingants est un signe évident de cette radicalisation, qui met en lumière l'importance majeure du facteur national. La frustration entourant la lenteur des progrès parlementaires dans le dossier des réformes linguistiques conforte à terme de nombreux flamingants dans leur élitisme petit-bourgeois et suscite chez une minorité l'apolitisme. Ainsi, le slogan révolutionnaire incitant à la « séparation administrative » (« *bestuurlijke scheiding* »), sans effet sur le plan pratique, acquiert un poids majeur à la suite de la désillusion provoquée par la loi sur l'usage des langues dans l'armée et l'enseignement primaire. De même, l'appel embryonnaire réitéré à la création d'un parti national flamand est significatif en ce sens.

3. LES PATRIOTES, ENTRE AVANT-GARDE ET DÉMOCRATIE

La situation paradoxale du Mouvement flamand en 1914 devient carrément explosive pendant la Première Guerre mondiale. La *Flamenpolitik* allemande, qui vise à détruire la Belgique, à l'affaiblir ou à la placer dans une situation de dépendance par rapport à l'Allemagne en opposant la sous-nation flamande à la Belgique, a pour effet de scinder le Mouvement flamand en une aile loyale belge et une aile anti-belge. La frustration causée par la lenteur des voies parlementaires est telle qu'une minorité de flamingants (les « activistes » : « *activisten* ») semble prête à collaborer avec l'occupant, qui impose la néerlandisation de la vie publique et la séparation administrative. Des fonctionnaires flamands y voient là l'opportunité de concrétiser leurs exigences linguistiques en mettant hors-jeu leurs concurrents francophones³². La réaction est la même chez les médecins, qui exercent eux aussi une profession sensible sur le plan linguistique³³. La majorité des flamingants n'aura néanmoins aucun lien avec la collaboration (les « passivistes » : « *passivisten* »).

Ce n'est pas tant la rupture au niveau de l'identification nationale ou les oppositions inhérentes qui sont déterminantes dans le choix du flamingantisme loyal ou de l'activisme. La définition de la stratégie à suivre pour réaliser le programme flamingant l'est davantage. L'option à privilégier a en effet des implications idéologiques lourdes de conséquences. Les activistes se posent en tant qu'avant-garde révolutionnaire qui s'arroge le droit d'imposer des réformes de grande ampleur à la population, avec le soutien d'un facteur d'autorité externe, à savoir le pouvoir dictatorial de l'occupant³⁴. Ces catégories de flamingants qui, avant la guerre, étaient les plus éloignées du pouvoir sont logiquement celles qui succombent le plus à cette tentation totalitaire. Il s'agit essentiellement de

³² L. VANDEWEYER, « Activisten op veroveringstocht in de administratie. Machtsverwerving in het ministerie van financiën tijdens de Eerste Wereldoorlog », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 55, n° 1, 1996, p. 49-57.

³³ L. VANDEWEYER, « Taalstrijd en volksgezondheid. De Eerste Wereldoorlog als breekpunt in de Vlaamse artsenwereld », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 66, n° 2, 2007, p. 117-145. Cet article démontre en quoi la Première Guerre mondiale et ses conséquences ont provoqué la rupture linguistique au sein des organisations de médecins.

³⁴ L. PICARD, *Geschiedenis van de Vlaamse en Groot-Nederlandse Beweging*, tome 2, Anvers, De Sikkel, 1959, p. 279-280. Cf. également M. REYNEBAU, « Het besef om de ijdelheid. Paul van Ostaijen en de postactivistische subcultuur », in G. BUELENS, M. DE RIDDER, J. STUYCK (dir.), *De trust der vaderlands liefde. Over literatuur en Vlaamse Beweging 1890-1940*, Anvers, AMVC-Letterenhuis, 2005, p. 92-113 ; L. VANDEWEYER, « Herman Van den Reeck: pacifist in een gewelddadige beweging? », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 55, numéro spécial, 1996, p. 37-66 ; P. VAN HEES, « De antiburgerlijke strekking in de Vlaamse Beweging na de Eerste Wereldoorlog in betrekking tot het activisme en de Frontbeweging », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 55, numéro spécial, 1996, p. 23-29.

militants de groupes de pression extraparlementaires, de libéraux soumis depuis trente ans au pouvoir catholique et de Bruxellois subissant la suprématie omniprésente du français.

Par leur soutien à l'occupant allemand hâti, les activistes s'isolent irrévocablement de la population. La grande majorité des Belges voit dans l'occupation une menace directe pesant sur sa prospérité et son bien-être et espère la reprise du pays³⁵. La croissance de la haine anti-allemande et l'intensification du sentiment pro-belge vont de pair. Ce ressenti est particulièrement marqué parmi les classes sociales les plus basses et la population urbaine, qui souffrent le plus de la pénurie alimentaire, à savoir la privation de guerre dont l'impact social est le plus important. Ils associent la Belgique à la prospérité relative d'avant-guerre et les collaborateurs nationalistes flamands à la disette et à la misère provoquées par les Allemands. Dans les régions dans lesquelles les privations matérielles sont moins dures, ce mécanisme joue un rôle moins prononcé. L'effet divergent de la guerre sur les modèles d'identification explique peut-être le fait que le message des activistes se heurte à moins d'opposition dans les campagnes que dans les villes pendant la guerre. De ce fait, après la guerre, le nationalisme flamand présentera un profil nettement plus rural que le Mouvement flamand d'avant-guerre.

Le choix activiste consistant à mener une politique en contradiction flagrante avec les aspirations et l'identification de la très grande majorité de la population amène ses partisans à utiliser des moyens de contrainte totalitaires pour mettre les opposants politiques hors-jeu. La décision de mener une politique de collaboration autoritaire, en dépit de la population, ne peut s'expliquer que par la perception élitaire que les classes moyennes catholiques et libérales flamingantes d'avant-guerre, dont sont issus la plupart des activistes, ont d'elles-mêmes. Le droit évident de l'élite « consciente » à guider, pendant l'occupation, la population « inconsciente » qui n'a pas voix au chapitre découle de la même mentalité de classe qui, avant 1914, avait empêché la plupart des flamingants, surtout catholiques, issus des classes moyennes d'appuyer les revendications d'égalité de droits démocratiques des classes sociales inférieures. Soulignons quoi qu'il en soit que de nombreux flamingants libéraux adhèrent également à l'activisme, affaiblissant ainsi encore davantage à terme le flamingantisme libéral.

Les flamingants loyaux refusent une telle politique autoritaire. Ils considèrent notamment que l'alliance avec l'occupant détesté risque de discréditer la cause flamande aux yeux de la population qui subit les privations dues à l'occupation. Ils ont bien conscience du climat anti-allemand et pro-belge qui règne parmi la population. Ils optent dès lors délibérément pour la voie des réformes démocratiques : les flamingants doivent exploiter leurs propres forces et recueillir un soutien suffisant au sein de la population pour opérer la néerlandisation de la Flandre. C'est dans cette optique que le chef de file catholique pro-flamand Frans Van Cauwelaert vise une alliance avec les organisations sociales chrétiennes radicalisées (à savoir le mouvement ouvrier chrétien) afin de prendre le dessus sur la bourgeoisie (essentiellement francophone) dans son parti et dans le pays. Bien que les flamingants loyaux soient issus de la même classe moyenne que les activistes, ils rompent avec l'élitisme d'avant-guerre qui les caractérisait.

³⁵ A. VRINTS, « "All the butter in the country belongs to us Belgians". Well-being and lower class national identification in Belgium during the First World War », in M. BEYEN, M. VAN GINDERACHTER (dir.), *National identification from below. Europe from the late 18th century to the end of the First World War*, Hounds Mills/Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 230-249.

La guerre constitue donc un point de cristallisation de l'utilisation de la force par les flamingants. Alors que les activistes radicalisent la pensée élitaire d'avant-guerre, les flamingants loyaux se démocratisent, notamment en raison de la confrontation avec la collaboration autoritaire³⁶. F. Van Cauwelaert lui-même, qui, comme le gros des classes moyennes catholiques flamingantes, n'avait que faire de la démocratie avant la guerre, se range dans le rang des démocrates à l'issue de l'embrasement mondial. Cette conversion est vraisemblablement aussi la conséquence de la perception stratégique croissante selon laquelle seule la démocratie peut assurer le triomphe du Mouvement flamand. Ou, selon la théorie de M. Hroch, les activistes se coupent des intérêts et des aspirations de la population, tandis que les flamingants loyaux veulent pour leur part intégrer à présent expressément ces intérêts dans leur lutte politique. Plus fondamental encore que la scission du Mouvement flamand en une aile loyale belge et une aile anti-belge, le flamingantisme semble être divisé entre un camp démocratique et un camp autoritaire.

Derrière le Front de l'Yser, divers développements aux conséquences majeures se dessinent³⁷. La perception de l'inégalité linguistique pendant la guerre (« *Hier ons bloed, wanneer ons recht?* » : « *Voici notre sang. À quand nos droits?* ») est certes une réalité sociale, mais aussi un mythe puissant créé par une nouvelle génération de flamingants. Ce mythe trouve essentiellement ses racines parmi la population catholique flamande – « *Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Christus* » (« Tout pour la Flandre, la Flandre pour le Christ ») – et, particulièrement, parmi les Flamands cultivés : étudiants, professeurs, prêtres, fonctionnaires, artistes et intellectuels au sens large du terme. Le frontisme flamand du Front de l'Yser a globalement le même profil : chrétien catholique, intellectuel et classe moyenne. Sous deux aspects, le programme de ce mouvement est d'ailleurs une version radicalisée de l'idéologie de classes des classes moyennes catholiques. D'une part, il est marqué par l'élitisme prononcé de la classe moyenne, ultérieurement renforcé par la confrontation décevante avec les classes sociales inférieures dans l'armée. D'autre part, il se caractérise par l'idée que le peuple flamand ne peut être régénéré que par le sacrifice du sang³⁸, à savoir un dérivé de l'ultramontanisme idéaliste des classes moyennes catholiques. Dans ce contexte idéologique, la solidarité d'une partie des frontistes avec l'activisme autoritaire est compréhensible. Parallèlement à la radicalisation anti-belge, des voix s'élèvent également sous l'égide du frontisme pour prendre le pouvoir en tant qu'avant-garde armée et, si besoin, réformer la société de l'après-guerre par la violence. La combinaison de l'élitisme et de la volonté de régénération post-ultramontaine fera obstacle après la guerre à l'adoption par le nationalisme de la voie de la réforme démocratique.

Globalement, le Mouvement flamand sort radicalisé de la Première Guerre mondiale. La construction de la (sous-)nation flamande connaît un sursaut du fait de cette radicalisation et de l'extension du nombre de partisans du Mouvement flamand. Se basant sur le modèle de M. Hroch, L. Wils considère que la massification du Mouvement flamand se produit

³⁶ L. WILS, *Frans van Cauwelaert en de barst in België 1910-1919*, Anvers/Baarn, Houtekiet, 2000, p. 309-310.

³⁷ F.-J. VERDOODT, « "Wij, ontwikkelde Vlamingen van de Voorlinie..." De Frontbeweging tijdens de Eerste Wereldoorlog: een culturele identiteit geprangd tussen een reële Belgische natie en een ideële Vlaamse natie, tussen het soldatenoffer en de politieke droom », in E. WITTE et al. (dir.), *Natie en democratie - Nation et démocratie. 1890-1921*, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie van België, 2007, p. 293-304.

³⁸ Cf. l'épitaphe rédigée par le prêtre nationaliste flamand Cyriel Verschaeve et gravée sur la Tour de l'Yser : « Ici reposent leurs corps comme des graines dans le sable, aie foi en la moisson ô Flandre » (« *Hier liggen hun lijken als zaden in 't zand, hoop op de oogst o Vlaanderland* »).

essentiellement après la Première Guerre mondiale, même si elle se limite largement à la population catholique.

Il n'est nullement question d'une telle massification à Bruxelles. Au contraire, même. Vu qu'une fraction relativement plus importante des flamingants y adhère à la collaboration, que l'activisme y est plus visible notamment en raison du statut de capitale de la ville et de la nécessité d'une plus grande néerlandisation et que l'impact des opposants francophones est plus marqué, la Première Guerre mondiale constitue à Bruxelles un revers sensible pour le flamingantisme et pour le néerlandais. L'idée selon laquelle (plaider pour) le néerlandais serait « antipatriotique » ne peut produire ses effets que là où le français et le néerlandais coexistent, à savoir à la frontière linguistique et à Bruxelles. Ailleurs, la centralité du néerlandais est trop importante pour induire un quelconque changement sur le plan linguistique pour des motifs patriotiques. À Bruxelles, alors que le néerlandais est déjà connoté socialement comme la langue des classes sociales inférieures et non comme la langue du peuple comme ailleurs dans le pays, il porte désormais également les stigmates de l'antipatriotisme. Cette combinaison de honte sociale et de réputation incivique écarte encore davantage le néerlandais de l'espace public. En 1920, lors du premier recensement linguistique d'après-guerre, le nombre de Bruxellois qui se considèrent comme exclusivement néerlandophones a chuté de moitié par rapport à la situation qui prévalait dix ans auparavant. La fable selon laquelle la langue populaire bruxelloise ne serait pas un dialecte néerlandais mais une osmose unique du français et du néerlandais contribue aussi à la distanciation par rapport au néerlandais. La dérive autoritaire des activistes qui veulent réimposer le néerlandais à Bruxelles produit un effet inverse à celui escompté.

La rupture apparue au sein du Mouvement flamand pendant la Première Guerre mondiale continue à diviser le flamingantisme durant l'entre-deux-guerres. La ligne de rupture majeure entre les nationalistes flamands et les partisans de F. Van Cauwelaert réside dans la question stratégique consistant à savoir si la construction de la nation flamande doit prendre la forme d'un État distinct (auto-administration, l'option des nationalistes flamands) ou d'une prise de pouvoir flamande au sein de l'État belge. Selon l'optique de la construction de la nation flamande, la rupture est de nature stratégique et non théorique, étant donné qu'il est évident que, pour F. Van Cauwelaert aussi, la construction de la nation flamande est la priorité (sa biographie ne laisse aucune place au doute à ce sujet). Il est cependant impossible de savoir si et, le cas échéant, dans quelle mesure tel est aussi le cas de ses partisans, vu l'absence d'études à ce sujet.

Si la rupture entre nationalistes flamands et partisans de F. Van Cauwelaert est stratégique, il est clair qu'elle repose sur des options politiques très diverses aux implications idéologiques marquées. La durabilité de la rupture met en évidence des visions fondamentalement divergentes et influencera fortement l'histoire de la construction de la (sous-)nation flamande.

La vision de F. Van Cauwelaert rompt définitivement avec l'élitisme d'avant-guerre. Elle vogue sur la vague de démocratisation déclenchée par la Première Guerre mondiale, pour créer une base pour son programme, à savoir la néerlandisation radicale de la Flandre. Au sein du Parti catholique démocratisé, un enchevêtrement du mouvement social-chrétien et du Mouvement flamand va se produire, selon L. Wils. Le mouvement ouvrier chrétien, qui occupe une position de force majeure dans les circonstances nouvelles qui ont vu le jour, allie à ses yeux les intérêts flamands et sociaux et accroît dès lors

sensiblement la base sociale et politique du flamingantisme. L'intégration du mouvement ouvrier chrétien dans la construction de la nation flamande permet une transition progressive à la phase C.

La thèse de L. Wils a certes ses mérites, mais il n'en demeure pas moins que, après la Première Guerre mondiale, la construction de la nation flamande et le catholicisme sont nettement plus en symbiose qu'avant le conflit, quand existait encore un fort mouvement flamand anticlérical et quand la démocratie chrétienne et le flamingantisme suivaient des voies politiques divergentes, comme l'a démontré H. Van Velthoven³⁹. Il ne fait par ailleurs aucun doute que le Mouvement ouvrier chrétien (MOC, en néerlandais *Algemeen Christelijk Werknemersverbond - ACW*) joue un rôle crucial dans l'adoption des lois linguistiques dans les années 1930, en concluant en son giron un accord de base associant l'unilinguisme de la Flandre à des formes de décentralisation des services publics permettant aux unilingues de faire carrière dans l'administration, une exigence défendue par l'aile wallonne du parti⁴⁰. Le MOC soutient cette vision au sein de l'Union catholique et des groupes parlementaires catholiques et impose ainsi les lois linguistiques⁴¹.

Le paradoxe de cette situation réside dans le fait que l'évolution du Mouvement flamand – qui, d'un petit groupe de patriotes jouissant d'un retentissement social limité, est devenu un vaste mouvement populaire – n'a été rendue possible que par un développement auquel le Mouvement flamand lui-même n'a que peu contribué. L'instauration d'une démocratie à part entière (du moins pour les hommes) en 1919 mine structurellement à moyen terme les rapports linguistiques hérités du XIX^e siècle. Les rapports linguistiques, qui sont une forme d'expression de la société de classes, connaissent un glissement définitif. D'un point de vue politique, la surreprésentation des classes sociales supérieures souvent francophones prend fin et les couches sociales inférieures néerlandophones gagnent en importance. L'instauration de la démocratie de masse est une condition préalable au triomphe de la langue populaire. L'introduction de la démocratie lève l'hypothèque qui grevait la construction de la nation flamande. En luttant pour le suffrage universel, les socialistes déroulent involontairement le tapis rouge aux flamingants. L'effet est encore plus fort qu'en 1893, quand, en imposant le vote plural, ils ont renforcé l'importance du néerlandais en tant que moyen de communication politique. Le collège rouge-romain anversois Frans Van Cauwelaert-Camille Huysmans, partisan d'une politique de néerlandisation active, est un cas d'école. La coalition dite démocratique portée par les organisations sociales catholiques et socialistes en pleine expansion permet de mettre un terme à la domination des représentants des notables catholiques et libéraux francophones. Ce cas illustre le fait que l'émancipation politique des classes sociales inférieures permet la néerlandisation. Leurs représentants sont en général opposés au maintien de la position officielle du français en Flandre ou ne s'en soucient pas. Cette attitude facilite le triomphe du principe de territorialité dans les affaires linguistiques, comme le prouve l'adoption de ce principe par le MOC et, via le « compromis des Belges » du 16 mars 1929, par le POB. L'enchevêtrement de l'émancipation flamande

³⁹ H. VAN VELTHOVEN, *Scheurmakers en carrièristen*, op. cit.

⁴⁰ L. WILS, E. GERARD, « Het ACW, de katholieke partij en de taalwetgeving, 1922-1932 (Eerste deel) », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 55, n° 4, 1996, p. 235-255.

⁴¹ L. WILS, E. GERARD, « Het ACW, de katholieke partij en de taalwetgeving, 1922-1932 (Tweede deel) », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 56, n° 1, 1997, p. 3-24.

et sociale garantit une base sociale et politique permettant d'imposer la néerlandisation de l'administration, de l'enseignement, de l'armée et de la justice en à peine deux décennies.

Il convient de remarquer dans ce cadre que cette victoire n'est possible qu'au prix de la tolérance du maintien de la discrimination linguistique à Bruxelles. Dans la capitale, le bilinguisme légal sera encore foulé aux pieds pendant un demi-siècle et la pression en faveur de la francisation s'exercera encore sur cette même période. L'absence d'une base flamingante significative à Bruxelles, en partie due à la Première Guerre mondiale, est un facteur de poids sur ce plan.

Les nationalistes flamands anti-belges empruntent quant à eux une autre voie, qui émerge durant la Première Guerre mondiale. Le développement de ce nouveau courant politique apparaît, à première vue, évident pour l'avancement de la construction de la nation flamande. Sa principale raison d'être est en effet l'avènement d'un État flamand.

Le nationalisme flamand se développe essentiellement au sein de la population catholique. Si quelques exceptions libérales sont à noter, comme le Frontpartij anversois, le nationalisme flamand se présente aux électeurs sous une bannière catholique ou chrétienne vers la moitié des années 1920. La composition sociale des cadres nationalistes flamands est moins univoque. Une analyse socio-professionnelle des candidats aux élections communales de 1932 et de 1938 dans les arrondissements de Gand-Eeklo et d'Alost fait apparaître, par comparaison aux autres partis, d'une part, une surreprésentation des petits indépendants, artisans et agriculteurs et, d'autre part, une large frange d'ouvriers qualifiés⁴². Une analyse similaire portant sur tous les arrondissements de Flandre occidentale pour les élections communales de 1938 démontre que la ventilation socio-professionnelle des candidats nationalistes flamands se rapproche fortement de la moyenne des candidats présentés sur toutes les listes⁴³.

L'évidence susmentionnée selon laquelle un parti nationaliste flamand luttant pour l'indépendance flamande favorise la construction de la nation flamande requiert une analyse critique. Lorsque l'on y regarde de plus près, le développement du nationalisme flamand politique de l'entre-deux-guerres constitue également un frein pour la construction de la nation flamande. Le nationalisme flamand traverse une crise idéologique profonde qui le divise sur la question de la possibilité de concilier l'indépendance flamande et la démocratie parlementaire. En 1933, la fondation du Vlaams Nationaal Verbond (VNV, Ligue nationale flamande) met définitivement le cap sur la création d'un nouvel ordre anti-démocratique. La génération des nationalistes flamands qui adhèrent

⁴² Br. DE WEVER, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV 1933-1945*, Tielt/Gand, Lannoo, 1994, p. 250-252.

⁴³ J. ADAM, « Een electorale en socioprofessionele analyse van het Vlaams-nationalisme in West-Vlaanderen, 1938-1976-2000 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, n° 1, 2004, p. 79-131. Les résultats de Jeroen Adam sont confirmés pour l'arrondissement de Termonde : A. VANDEBUERIE, *Een electorale en socio-professionele analyse van het Vlaams-nationalisme in het arrondissement Dendermonde 1938-1976-2000*, mémoire inédit, UGent, 2009. L'analyse concernant l'éventuelle présence plus prépondérante de certains groupes professionnels dans le nationalisme flamand et dans le Mouvement flamand et la mesure de cette prépondérance n'en sont qu'à leurs débuts. Peter Heyrman a passé au crible les organisations de classes moyennes et a établi une corrélation négative : P. HEYRMAN, « Middenstandsbeweging en Vlaamse Beweging (1880-1940) », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 58, n° 4, 1999, p. 211-227. Bart Coppein fait le même constat pour les organisations agricoles et le nationalisme flamand, même si des réseaux personnels mettent en relation les deux : B. COPPEIN, « De hand aan de ploeg. Vlaamse landbouworganisaties en Vlaams-nationalistische partijen in de twintigste eeuw. Deel II », *Wetenschappelijke Tijdingen*, volume 64, n° 3, 2005, p. 131-148.

au VNV dissocient la nation flamande de la réalité économique, politique et sociale en Flandre. Elle formule un idéal avant-gardiste, intégré à une idéologie anti-démocratique, afin de se poser en contre-élite relativement isolée des élites dominantes belges et flamandes, ainsi que du (des) mouvement(s) ouvrier(s) flamand(s), y compris le MOC. Cette situation provoque une fuite des cerveaux et donne un coup de frein à la construction de la nation flamande, au moment même où de nombreux indicateurs semblent montrer que le Mouvement flamand séduit des couches toujours plus importantes de la population.

Olivier Boehme a mis en évidence le fait que le nationalisme flamand radical place la pureté idéologique au-dessus du développement économique de la Flandre. Mieux vaut une Flandre « pauvre » mais « pure » qu'une Flandre « dénaturée ». Paradoxalement, ou peut-être pas, le centre de gravité économique commence progressivement à se déplacer de la Wallonie vers la Flandre et une classe capitaliste flamande voit peu à peu le jour, telle que celle qui prend forme dans le cadre du Vlaams Economisch Verbond (VEV). L'industrialisation est associée au socialisme et à la francisation, l'obtention d'un poste dans le monde industriel « belge » est liée à l'arrivisme et à la trahison du peuple. Le corporatisme fasciste provoqué par les oppositions socio-économiques offre une alternative idéologique au libéralisme, au capitalisme et au socialisme⁴⁴.

Certains facteurs externes, comme l'émergence internationale du fascisme, contribuent indubitablement à ces développements, mais leurs racines résident néanmoins dans la dynamique interne du nationalisme. Les tendances élitistes continuent à se répercuter au sein du nationalisme flamand politique et hypothèquent la voie démocratique et réformiste. L'héritage ultramontain, le culte de l'idéalisme truffé d'intégrisme chrétien, la position de minorité au sein de la société flamande et la base petite-bourgeoise favorisent l'approfondissement de la pensée d'avant-garde antidémocratique, surtout à une époque cruciale dans laquelle la démocratie de masse et l'accroissement d'échelle capitaliste bouleversent l'ordre moral et social et ne semblent pas aller dans le sens de la construction d'une nation flamande⁴⁵.

Pour étayer l'hypothèse selon laquelle la pensée avant-gardiste du VNV ralentit la construction de la nation flamande, citons l'épisode de la « Concentration flamande » (« *Vlaamse Concentratie* »), après les élections législatives du 24 mai 1936. La victoire électorale de Rex et du VNV porte essentiellement préjudice au Parti catholique. Par ricochet, le POB devient le plus grand parti. En octobre 1936, le Parti catholique se régionalise et le Katholieke Vlaamse Volkspartij (KVV, Parti populaire flamand catholique) voit le jour. Celui-ci conclut immédiatement un accord de principe avec le VNV en vue de la constitution d'un cartel, à savoir la Concentration flamande, avec un programme de droite et une exigence commune de régionalisation de la Belgique.

Cette Concentration flamande demeure néanmoins lettre morte. L'accord est immédiatement rejeté par deux factions. D'une part, la faction fasciste du VNV, qui ne peut tolérer une collaboration avec un parti centriste démocratique et qui est convaincue que le VNV doit mettre en œuvre de lui-même une révolution qui mettra un terme à la Belgique et positionnera le VNV en tant que seule puissance politique. D'autre part,

⁴⁴ O. BOEHME, *Greep naar de markt*, op. cit., p. 942-951.

⁴⁵ Br. DE WEVER, *Greep naar de macht*, op. cit., p. 61-63 ; D. LUYTEN, « De zoektocht naar een “gemeenschap”: revolutionair rechtse intellectuelen in Vlaanderen tijdens het interbellum », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 8, 2001, p. 385-398.

le MOC, qui met son veto à une collaboration avec le VNV fasciste. Le profil idéologique du VNV est expressément perçu comme un problème insurmontable, ainsi que le fait que le parti réfute l'idée de syndicats libres. La régionalisation de la Belgique ne semble pas constituer une pierre d'achoppement en soi. F. Van Cauwelaert est l'un des plus farouches opposants à la Concentration flamande ; lui aussi est avant tout rebuté par le profil idéologique du VNV.

S'il peut sembler trop profond, le fossé entre le VNV et le KVV ne l'est en réalité pas tant que cela. Ainsi, à Anvers, en Flandre occidentale et en Flandre orientale, les partisans du KVV et du VNV concluent un accord électoral après les élections provinciales et, lors des élections communales de 1938, des listes de la Concentration flamande sont enregistrées dans une centaine de communes. La présentation de candidats sur une liste conjointe intervient surtout dans les communes dans lesquelles le cartel espère briser la majorité « violette » ou dans lesquelles une coalition violette est susceptible d'obtenir la majorité⁴⁶. À la base, il y a donc bien une volonté de collaboration entre les catholiques flamands et les partisans du VNV, mais cette volonté n'est pas présente partout. Elle n'existe d'ailleurs plus à la tête des deux partis à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Le fait que la pensée avant-gardiste du VNV freine ou pas la construction de la nation flamande dans les années 1930 est sujet à discussion. Quoi qu'il en soit, il est certain que la fraction fasciste du VNV propulse résolument le parti dans une nouvelle aventure de collaboration, soit un deuxième activisme, pendant la Seconde Guerre mondiale. La collaboration anti-démocratique est le prolongement logique de la pensée avant-gardiste élitiste. La collaboration avec le régime national-socialisme scelle la faillite de cette génération de nationalistes flamands. En accordant son soutien à un occupant considéré par la population comme une menace pour sa prospérité et son bien-être, elle s'isole sciemment de la population et sape de la sorte la base sociale de la construction de la nation flamande. La prise de pouvoir dictatoriale du VNV est à des années-lumières des intérêts et des aspirations de la population flamande. Dans le « plébiscite de tous les jours » du sentiment national, le choix nationaliste flamand opéré en faveur de l'occupant nazi renforce le sentiment national belge, comme l'a démontré Martin Conway⁴⁷. La Première Guerre mondiale avait aussi à l'époque consolidé le sentiment belge.

L'ombre de la guerre planera longtemps encore sur les processus d'identification nationale en Belgique. La politique de collaboration menée par le nationalisme flamand fait porter au processus de construction de la nation flamande la lourde charge de l'« Ordre nouveau » anti-démocratique, une idéologie qui, notamment du fait du nombre de morts imputables au national-socialisme, ne trouvera plus aucun ancrage au sein des générations postérieures à la Seconde Guerre mondiale. Il est évident que de nombreux milieux francophones voient dans la collaboration une opportunité pour stigmatiser de manière durable le Mouvement flamand. À Bruxelles et dans les communes jouxtant la frontière linguistique, telle Enghien, la collaboration nationaliste flamande contribue au discrédit du néerlandais, comme cela a été le cas pendant et après la Première Guerre mondiale. En Flandre également, la collaboration donne un coup de frein à la construction de la nation flamande,

⁴⁶ Br. DE EVER, *Greep naar de macht*, op. cit., p. 218-219 et 248-249. Cf. aussi Br. DE EVER, « De Vlaams-nationalisten in de gemeentebesturen tijdens het interbellum », in *Les élections communales et leur impact sur la politique belge (1870-1970)*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1992, p. 196-230.

⁴⁷ M. CONWAY, *Les chagrins de la Belgique : libération et reconstruction politique, 1944-1947*, Bruxelles, CRISP, 2015, p. 301-355.

étant donné que des pans entiers de l'opinion publique associent la nation flamande aux choix erronés opérés pendant la guerre. Ainsi, à gauche, où l'identification avec la résistance est forte, le patriotisme belge connaît un sursaut majeur. Les processus d'identification à la Belgique qui ont déjà caractérisé le socialisme belge pendant et après la Première Guerre mondiale se manifestent une nouvelle fois et s'ancrent plus profondément⁴⁸.

⁴⁸ Br. DE EVER, « Links en het Vlaams-nationalisme: “Living apart together in Belgium” », *Samenleving en Politiek*, volume 18, n° 8, 2011, p. 4-12.

4. LE PEUPLE POUR LA PATRIE

La tendance anti-belge sombrant en même temps que le III^e Reich, le Mouvement flamand dans son ensemble retrouve la voie loyale belge. Les nationalistes flamands disparaissent du Parlement et échouent dans la marginalité politique. Le Christelijke Volkspartij (CVP, Parti social-chrétien flamand) nouvellement constitué aspire à attirer l'électorat flamingant de droite. La stratégie de F. Van Cauwelaert est actualisée : au sein de la patrie belge restaurée, l'égalité entre les groupes linguistiques doit être réalisée et la supériorité démographique dans l'État unitaire laisse présager une domination catholique flamande durable. Toute une génération de CVP flamingants va incarner ce programme, s'appuyant à cet effet sur la puissance électorale des organisations sociales catholiques.

La tendance anti-belge ne baisse pas les bras pour autant. Ses sentiments anti-belges sont attisés par l'épuration de l'après-guerre, considérée comme une opération anti-flamande. En première instance, dans les années 1950 et durant la première moitié des années 1960, les anciennes idées et formes semblent relever la tête. Le nationalisme de l'après-guerre n'est cependant pas une résurrection du national-socialisme flamand du VNV ou un club rancunier de nostalgiques. Un duo politique improbable, constitué de l'ancien leader du VNV, Hendrik Elias, et de son avocat, le futur président de la VU, Frans Van der Elst, adopte très rapidement une position stratégique et idéologique qui orientera l'histoire future du nationalisme flamand en tant que courant politique. Confrontés à la faillite de la collaboration, ils en arrivent à la conclusion que le parti qu'ils sont sur le point de créer ne peut être une réédition du VNV. Sur les cendres de l'*alliance* révolutionnaire, anti-parlementaire et nationaliste thioise, un véritable *parti* doit se dresser et viser la fédéralisation de l'État belge par la voie de la réforme parlementaire. Il s'agit donc d'un revirement démocratique fondamental, même si, dans la pratique politique quotidienne, une certaine ambivalence persiste, étant donné que la Volksunie (VU) martèle continuellement la nécessité d'une réhabilitation des partisans de l'occupant national-socialiste qui ont été punis et que des noyaux élitaires actifs continuent à œuvrer dans et autour du parti.

La rupture par rapport à l'élitisme nationaliste a des conséquences pour le moins énormes. À partir des années 1960, une nouvelle génération de nationalistes flamands émerge. Elle entend remodeler, d'une part, la nation flamande et, d'autre part, son rôle spécifique dans cette nation. Elle envisage la construction de la nation flamande comme un processus démocratique et souhaite ardemment servir les intérêts des élites économiques flamandes et (de certaines parties) du mouvement ouvrier et des nouveaux mouvements sociaux. Elle fait une percée au sein des élites dirigeantes flamandes/belges pour accomplir le processus de construction de la nation flamande. Hugo Schiltz est probablement le représentant le plus pur de cette nouvelle génération de nationalistes flamands. H. Schiltz et sa génération parviennent à faire coïncider le projet d'un « petit » mouvement national avec les intérêts

des groupes économiques et sociaux vitaux de la société flamande. Cette réalisation n'est toutefois rendue possible que par le contexte socio-économique et culturel spécifique dans lequel ils opèrent. Se distancer de la pensée avant-gardiste ne suffit pas. L'existence d'une base sociale renforcée est indispensable à la réalisation d'une percée.

La massification du nationalisme flamand se produit à partir des années 1960. Trop peu d'études ont été menées concernant la manière dont cette évolution s'est déroulée. Dans le contexte limité du présent essai, nous allons mettre en évidence trois développements essentiels survenus dans le domaine socio-économique. *Primo*, l'expansion économique flamande et l'apparition d'une classe d'entrepreneurs flamands dont les intérêts divergent pour le moins de ceux des « anciens » capitaines d'industrie belges. *Secundo*, l'expansion d'un secteur tertiaire linguistiquement sensible en Flandre, soutenu par un puissant mouvement de travailleurs (surtout les syndicats d'employés). *Tertio*, le développement de classes sociales au sein de la société flamande industrielle et post-industrielle d'expansion caractérisées par des intérêts et besoins différents de ceux des classes sociales dominantes de la société industrielle wallonne en perte de vitesse (le même argument explique l'expansion du Mouvement wallon). Le bétonnage de l'autonomie culturelle en Flandre, associé au statut plus enviable acquis par le néerlandais en raison de la situation sociale, entre également en ligne de compte.

Il est étonnant que le nationalisme flamand politique anti-belge parvienne à percer précisément à un moment où les néerlandophones de Belgique rattrapent leur retard socio-économique et culturel à une vitesse effrénée. La percée du nationalisme flamand ne s'est pas produite au cours des jours sombres de la stagnation socio-économique et du sous-développement culturel, mais, précisément, elle a lieu au cours de la phase d'accélération de l'émancipation sociale et culturelle des Belges néerlandophones. Comment expliquer ce paradoxe apparent ?

Le « narcissisme des petites différences » n'y est pas étranger⁴⁹. Plus les différences sociales sont minces, plus elles sont perçues comme intolérables. Au fur et à mesure que les néerlandophones font entendre leur voix dans le domaine législatif et dans la vie quotidienne et au fur et à mesure, donc, que les rapports de la hiérarchie linguistique évoluent fondamentalement, la tolérance à l'égard des vestiges sociaux de l'ancienne supériorité linguistique du français se réduit comme peau de chagrin. La lutte est en réalité sans enjeu, étant donné que la puissance politique des Flamands francophones a déjà été brisée par les lois linguistiques des années 1930. Les Flamands francophones se retirent et constituent un réseau francophone distinct qui se distancie socialement de la société néerlandophone. Ce réseau se forge l'image d'une minorité menacée⁵⁰. La dialectique avec la francophonie bruxelloise, qui s'organise dans le cadre du Front démocratique des francophones (FDF) et devient de plus en plus militante quand la pression flamande augmente, renforce encore cette tendance. Partiellement, cette intolérance croissante est étroitement liée au sens de la dignité. À partir du moment où le système symbolique de la hiérarchie linguistique a été anihilé par la législation linguistique, toute inégalité de traitement du néerlandais dans la vie quotidienne est moins acceptée. L'irritation à l'égard des formes de préjudice envers le néerlandais dans l'administration centrale, dans les universités, à la frontière linguistique et, surtout, à Bruxelles apporte de l'eau au moulin

⁴⁹ A. BLOK, « Het narcisme van kleine verschillen », *op. cit.*, p. 159-187.

⁵⁰ C. PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge*, Waterloo, Avant-Propos, 2011, p. 11-36.

du nationalisme flamand. Dans les années 1960, 1970 et 1980, ces questions linguistiques constituent la principale force de mobilisation des anciennes et des nouvelles générations de nationalistes flamands. La perception par les opposants francophones des actions qu'ils organisent en soutien à l'égalité linguistique, telles que les marches sur Bruxelles, comme étant « inciviques » contribue à la transition vers le nationalisme anti-belge.

Certains se rangent à ce type de nationalisme pour des raisons d'intérêt personnel. Les classes moyennes néerlandophones en pleine expansion voient dans les vestiges de la supériorité du français un obstacle à leur ascension sociale. D'autant plus que leur connaissance du français est plus fragile que celle de leurs prédécesseurs en raison de la néerlandisation de l'enseignement. L'expansion économique flamande est aussi à l'origine de l'étoffement du groupe des personnes ayant un intérêt au renforcement de la position du néerlandais. Selon la terminologie de L. Picard, les rangs de la nouvelle (sous-)bourgeoisie flamande sont de plus en plus fournis. Et le nationalisme politique continue essentiellement à représenter les intérêts de cette classe. La différence réside néanmoins dans le fait que cette classe moyenne a considérablement grossi et constitue donc une base électorale nettement plus puissante pour le nationalisme flamand.

Le nationalisme flamand n'a pas percé à partir de son terreau habituel, à savoir les classes moyennes. Ce sont ces classes moyennes sociales qui se sont dilatées. Contrairement au schéma de M. Hroch, ce ne sont pas les ouvriers, mais le groupe en expansion des employés, fonctionnaires et cols blancs, qui est à l'origine de l'adhésion de masse aux idées du nationalisme flamand dans les années 1960 et 1970. Cette génération – qui peut, à raison, être qualifiée d'« héritière de F. Van Cauwelaert » – dépasse son père spirituel et opte massivement pour une solution radicale, celle du nationalisme flamand anti-belge. En 1970, qui correspond globalement à l'apogée électorale de la VU, le sénateur Lode Claes décrit dans un rapport sagace l'électorat nationaliste comme des personnes « instables », souvent jeunes, généralement issues des classes moyennes, en pleine ascension sociale et se sentant générées dans cette mobilité verticale par les vestiges de la position dominante du français. Les leaders nationalistes flamands tels que H. Schiltz sont parfaitement conscients du fait que la frustration sociale est le moteur de la croissance du nationalisme flamand. Ils interprètent la stagnation de la VU à partir de 1971 comme un signe de la retombée de cette frustration, du fait de l'émancipation grandissante, ce qui explique en partie leur empressement relatif à rompre l'ordre belge et à imposer une vaste réforme de l'État. Il apparaît toutefois que le calcul est mauvais : l'échec du pacte d'Egmont démontre que, à la fin des années 1970, les sensibilités linguistiques priment encore le désir d'autonomie.

Les chrétiens-démocrates flamands sont les premiers à faire les frais de l'ascension de la VU. Nous avons vu que, après la Première Guerre mondiale, le processus de construction de la nation flamande s'est enraciné dans le catholicisme flamand et que, dans les années 1930, il a envisagé une collaboration politique entre les nationalistes et les catholiques flamands, ayant toutefois creusé un fossé entre la démocratie chrétienne et le VNV. Ce même fossé ne sépare désormais plus le CVP de la VU. Par conséquent, de nombreux électeurs chrétiens partisans d'une plus grande autonomie flamande passent à la VU. La déconfessionnalisation et le désintérêt croissant pour la foi desserrent par ailleurs l'étreinte cléricale sur l'électorat. Il n'est dès lors pas étonnant que le PSC-CVP soit le premier parti belge à opter pour la régionalisation, en 1968. Au cours de la décennie qui suivra, une guerre d'orientation fait rage au sein du CVP flamand entre les unitaristes

et les fédéralistes. Les unitaristes veulent poursuivre la stratégie de F. Van Cauwelaert envers et contre tout : après l'autonomie culturelle découlant de la révision constitutionnelle de 1971, les Flamands ont à présent une « patrie à cherir ». Les fédéralistes visent pour leur part une réforme de l'ordre belge dans le sens du fédéralisme. Ils sont en partie mus par la concurrence de la VU, mais, pour certains de leurs leaders, comme Wilfried Martens, les sensibilités nationales flamandes sont aussi indubitablement un facteur de poids.

Les autres partis suivent la voie tracée par le CVP, jusqu'au serre-file, à savoir le Parti socialiste, en 1980. L'inscription des socio-démocrates flamands dans le processus de construction de la nation flamande se fait difficilement, même après les premières réformes majeures de l'État et la disparition de la structure de l'État unitaire en 1980. Au cours du dernier quart de siècle, une nouvelle génération de leaders socialistes s'inscrit dans le processus de construction de la nation flamande dans le cadre d'un État belge, même si des dissensions demeurent en interne sur ce sujet. Cette ambivalence permanente est peut-être liée à l'émergence, depuis les années 1990, d'un discours néo-belge au sein de l'intelligentsia de gauche et du secteur socio-culturel. Ce discours mettant en exergue le caractère hybride présumé de la nation belge est en grande partie une réaction à la montée électorale du Vlaams Blok (VB). Apparu à la fin des années 1970, ce parti nationaliste flamand se nourrit depuis la moitié des années 1980 de la nouvelle rupture qui consomme la politique belge, à savoir la fracture ethnique entre autochtones et allochtones. Le discours nationaliste flamand repose sur la distinction axée sur l'origine entre les Flamands autochtones et les nouveaux Belges d'origine marocaine ou turque. Le VB attire de nombreux électeurs dans les bastions socialistes traditionnels et au-delà. Pour la première fois, un parti séparatiste parvient à percer en dehors des classes moyennes traditionnelles et à occuper une position de premier plan parmi l'électorat ouvrier. Le présumé conflit d'intérêts entre le « peuple » flamand et les « étrangers » devient le moteur du séparatisme. En soi, il est paradoxal que le VB élargisse de la sorte la base de la construction de la nation flamande. En effet, les cadres du VB sont en réalité issus du groupe qui n'a jamais digéré le virage réformiste et démocratique pris par le nationalisme après la guerre. Cependant, contrairement à ses prédécesseurs élitaires, le VB parvient à se raccrocher aux aspirations de couches plus vastes de la population.

Le tournant fédéraliste des partis politiques classiques et le séparatisme xénophobe du VB sapent la VU. Le parti perd son attrait électoral et sa cohésion idéologique. Alors que, après l'adoption du fédéralisme, une frange du parti ne voit plus d'avenir pour un parti national flamand, une autre faction opte pour la fuite en avant, en plaident pour le séparatisme. La VU fait naufrage et son aile radicale fonde la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA). L'inscription dans son texte fondateur de l'émergence d'une Flandre indépendante s'explique uniquement dans le contexte du vaste dédouanement du séparatisme dans les années 1990. Il est assez étonnant, quoique logique, de constater que, vers la fin du siècle, des voix nationalistes de poids se font entendre pour réclamer la fin de la Belgique, même si cela doit entraîner la perte de Bruxelles.

D'un point de vue historique, il est encore trop tôt pour évoquer l'ascension électorale remarquable de la N-VA. Diverses analyses électorales ont démontré que le parti a, d'une part, attiré l'électorat du VB, et d'autre part, su séduire l'électorat d'autres partis, notamment de l'Open VLD et du CD&V, au moyen d'une campagne électorale présentant la construction de la nation et de l'État flamand comme une nécessité incontournable pour une « classe moyenne flamande qui travaille dur », dont les ambitions et la prospérité

sont menacées par un État PS belge⁵¹. Assez étonnamment, de l'aveu même du président de la N-VA, Bart De Wever, cette stratégie est en partie inspirée de sa lecture de l'ouvrage de M. Hroch : « Quelle sagacité ! Pour être couronné de succès, écrit Hroch, le nationalisme ne doit pas voir la nation comme un but. La nation doit être le moyen servant à aborder des thèmes qui vont toucher de larges groupes : moins d'impôts, une migration plus contrôlée, etc. Si, en tant que politicien, vous parvenez à bien faire passer ce message en l'étayant, c'est bingo. C'est ce que j'ai toujours visé avec la N-VA : la Flandre en tant que moyen et non en tant que but »⁵².

⁵¹ M. SWYNGEDOUW, « Les électeurs de la N-VA aux élections fédérales du 13 juin 2010 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2125, 2011 ; M. SWYNGEDOUW, « Verkiezingsonderzoek 25 mei 2014 revisited », *Samenleving en Politiek*, volume 22, n° 1, 2015, p. 60-72.

⁵² « Wat een inzicht! Nationalisme dat succesvol wil zijn, schreef Hroch, mag de natie niet als doel zien. Het moet de natie als middel zien om thema's aan te pakken waar grote groepen van wakker liggen: minder belastingen, strengere migratie, enzovoort. Als je die boodschap als politicus onderbouwd kunt brengen, is het bingo. Daar heb ik met de N-VA altijd naar gestreefd: Vlaanderen als middel, niet als doel » (*De Standaard Weekblad*, 27 août 2011).

CONCLUSION

Selon le schéma classique de Miroslav Hroch, la construction de la nation flamande induite par les développements susmentionnés est pratiquement achevée. À présent en effet, la petite nation flamande reflète en grande partie la structure de classe, ou, pour utiliser un terme moins connoté, la composition sociale de la population flamande. La nation flamande a donc cessé d'être « petite » car elle n'est plus subordonnée à la nation belge. Les groupes sociaux vitaux expriment aujourd'hui de plus en plus leurs intérêts en termes flamands et non en termes belges.

Parallèlement au projet patriotique belge, le Mouvement flamand extraparlementaire a aussi fortement perdu de son importance. L'un et l'autre vont de pair. Le succès de la construction de la nation flamande a généré des institutions flamandes qui veulent de plus en plus de compétences et, donc, un élargissement de la construction de l'État flamand. Cet État flamand en devenir est, comme tous les États-nations, porteur d'un projet patriotique qui se traduit par mille et une confirmations de l'existence d'une nation flamande. Tout comme, au cours du long XIX^e siècle et d'une partie du XX^e siècle, l'État belge a incarné la nation belge et n'avait donc nullement besoin d'un mouvement belge en tant que tel. Reste à savoir si ce processus est irréversible et s'il doit aussi sonner le glas de l'État belge, pourtant largement soutenu par de puissants groupes sociaux, tels que les mouvements ouvriers chrétiens et socialistes, les associations patronales et autres groupements sociétaux dont les intérêts sont liés aux structures belges comme la sécurité sociale. En outre, il semble que seule une petite minorité de l'opinion publique soit favorable au projet séparatiste. La grande majorité des Flamands s'identifient à la fois à la Flandre et à la Belgique (outre d'autres formes d'identification, naturellement). En fonction du contexte ou du sujet, le sentiment d'appartenance à la Flandre ou à la Belgique prévaudra. L'antithèse entre la Flandre et la Belgique n'est donc toujours pas partagée par la plupart des Flamands, plus d'un siècle après sa naissance.

Même si la dynamique « de la nation belge à la nation flamande » est claire, il est essentiel de prendre conscience de l'ouverture du processus historique⁵³. Il est évident que l'issue de ce processus sera largement déterminée par le contexte européen, voire mondial. Il est également vraisemblable que le nationalisme demeurera un facteur de poids dans le monde de demain. En Belgique et ailleurs, de nouveaux conflits d'intérêts se dessinent et se traduisent en des termes nationaux. Citons notamment la tension croissante entre les élites « cosmopolites » et la masse de la population sensible aux tendances « nationalistes », « régionalistes » ou « populistes ». Ces élites se revendiquent de la

⁵³ L. WILS, *Van de Belgische naar de Vlaamse natie: een geschiedenis van de Vlaamse Beweging*, Louvain, Acco, 2009.

mondialisation néolibérale, espèrent en tirer les fruits et se soustraient de plus en plus à l'État-nation. La masse de la population voit pour sa part dans la mondialisation une menace à son bien-être et à sa prospérité, et aspire à une « restauration » de la souveraineté et de l'identité de la nation. Reste à voir sur quoi cette « nouvelle opposition nationale » va déboucher en Flandre et en Belgique.

Le CRISP, Centre de recherche et d'information socio-politiques, est un organisme indépendant. Ses travaux s'attachent à montrer les enjeux de la décision politique, à expliquer les mécanismes par lesquels elle s'opère, et à analyser le rôle des acteurs qui y prennent part, que ces acteurs soient politiques, économiques, sociaux, associatifs, etc.

Par ses publications, le CRISP met à la disposition d'un public désireux de comprendre la société belge des informations de haute qualité, dans un souci d'exactitude, de pertinence et de pluralisme. Son objectif est de livrer à ce public les clés d'explication du fonctionnement du système socio-politique belge et de mettre en évidence les structures réelles du pouvoir, en Belgique et dans le cadre de l'Union européenne.

Le *Courrier hebdomadaire* paraît au rythme de 40 numéros par an, certaines livraisons correspondant à deux numéros. Chaque livraison est une monographie consacrée à l'étude approfondie d'un aspect de la vie politique, économique ou sociale au sens large. La revue du CRISP constitue depuis 1959 une source d'information incontournable sur des sujets variés : partis politiques, organisations représentatives d'intérêts sociaux et groupes de pression divers, évolution et fonctionnement des institutions, négociations communautaires, histoire politique, groupes d'entreprises et structures du tissu économique, conflits sociaux, enseignement, immigration, vie associative et culturelle, questions environnementales, européennes, etc. C'est également dans le *Courrier hebdomadaire* que sont publiés les résultats des élections commentés par le CRISP.

Les auteurs publiés sont soit des chercheurs du CRISP, formés en diverses disciplines des sciences humaines, soit des spécialistes extérieurs provenant des mondes scientifique, associatif et socio-politique. Dans tous les cas, les textes sont revus avant publication par le rédacteur en chef et par un groupe d'experts sélectionnés en fonction de la problématique abordée, afin de garantir la fiabilité de l'information proposée. Cette fiabilité, ainsi que la rigoureuse objectivité du *Courrier hebdomadaire*, constituent les atouts principaux d'une revue dont la qualité est établie et reconnue depuis près de 60 ans.

Fondateur : Jules Gérard-Libois

Président : Vincent de Coorebyter

Équipe de recherche :

Étienne Arcq, Pierre Blaise (*secrétaire général*), Fabienne Collard, Vaïa Demertzis, Jean Faniel (*directeur général*), Christophe Goethals (*coordinateur du secteur Économie*), Cédric Istasse, John Pitseys, Marcus Wunderle

Conseil d'administration :

Louise-Marie Bataille, Jacques Brassinne de La Buissière (*vice-président honoraire*), Vincent de Coorebyter (*président*), Francis Delpérée, Hugues Dumont, Éric Geerkens, Nadine Gouzée, Serge Govaert, Laura Iker, Patrick Lefèvre, Michel Molitor (*vice-président*), Solveig Pahud, Pierre Reman, Robert Tollet (*vice-président*), Els Witte, Paul Wynants

Derniers numéros du *Courrier hebdomadaire* parus

- 2314-2315 La participation des nationalistes flamands au pouvoir dans les gouvernements fédéraux, 1977-2016
Serge Govaert
- 2313 La montée des nationalistes flamands au pouvoir dans les gouvernements fédéraux, 1977-2014
Serge Govaert
- 2311-2312 L'économie des plateformes collaboratives
Maxime Lambrecht
- 2310 Le vote des Belges de l'étranger
Pierre Blaise
- 2308-2309 La prospective en Région wallonne
Maxime Petit Jean
- 2307 Les pratiques de salaire variable dans les entreprises multinationales en Belgique
Marie Van den broeck
- 2306 Les législations régionales en matière d'exposition à des rayonnements électromagnétiques multiples
Willy Pirard et Benjamin Vatovez
- 2304-2305 La reconnaissance des génocides et la répression du négationnisme
Geoffrey Grandjean
- 2303 Le profil des parlementaires francophones en 2015
Martine Paret, Élise Rousseau et Paul Wynants
- 2301-2302 Les causes de la disparition des petits commerces (1945-2015)
Jean-Pierre Grimmeau et Benjamin Wayens
- 2300 La coopération transfrontalière européenne.
Les dynamiques décisionnelles du programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen
Sabrina Curzi, Éric Delecosse et Vincent Moyse
- 2299 Programme stratégique transversal (PST) et gouvernance locale en Wallonie
Catherine Fallon, François Hansoul et Damien Piron
- 2298 Syndicats et syndicalisme : perceptions et opinions
Marc Swyngedouw, Koen Abts et Bart Meuleman

La collection intégrale du *Courrier hebdomadaire* est accessible sur www.cairn.info.

L'accès est gratuit pour les numéros parus avant 2012.

Découvrez notre catalogue complet incluant nos autres publications sur
www.crisp.be.

Pour être informé de nos publications dès leur parution,
inscrivez-vous en ligne à notre lettre d'information électronique.